

# ÉCONOMIE POLITIQUE

## Économies de guerre, luttres pour la paix

*Économie & Politique* s'attache depuis longtemps à comprendre les contradictions profondes qui provoquent les convulsions d'un monde encore structuré par le système capitaliste et libéral, et à discerner les alternatives qui se cherchent à travers la montée des périls. On se reportera en particulier au compte rendu de la rencontre internationale de février 2020, « Que faire face à la mondialisation capitaliste ? », paru dans notre numéro 786-787, et à l'article d'Yves Dimicoli, « Stop à la guerre militaro-financière de Poutine et Biden », paru dans notre numéro de mars-avril 2022, qui n'a rien perdu de sa pertinence ni, hélas ! de son actualité. Dès notre numéro précédent, Stéphanie Gwizdak avait commencé à traiter des 413 milliards de la loi de programmation militaire 2024-2030, et Alain Tournebise des dégâts économiques de la guerre en Russie.

Car, avec la guerre en Ukraine qui menace plus que jamais de déboucher sur un embrasement mondial dont l'Europe serait un des principaux champs de bataille, c'est

peut-être tout un basculement du monde et des rapports de forces internationaux qui se dessine. Nous tentons d'en appréhender les dimensions économiques et militaires en réunissant, dans ce dossier, des contributions variées quant aux sujets traités et aux points de vue défendus.

Les convergences évidentes qui se dégagent de ces contributions, tout autant que les limites rencontrées par l'état actuel des analyses disponibles, nous font espérer que ce dossier contribuera à stimuler les échanges autour de la question que nous posons déjà dans notre numéro de juillet-août 2018 : affrontement généralisé ou coopération et paix ? Parmi les pièces qui pourront venir alimenter ces échanges, on peut déjà signaler l'ouvrage *Les raisons de la guerre en Ukraine*, de Patrick Le Hyaric, paru en septembre dernier aux éditions de L'Humanité, et les analyses proposées sur le blog de Daniel Durand *À propos de la prochaine Loi de programmation militaire française*, <<https://culturedepaix.blogspot.com/2023/04/a-propos-de-la-prochaine-loi-de.html>>.

DOSSIER

# I. Des économies de guerre contre les peuples

*Les impérialismes de la Russie comme des États-Unis et de leurs vassaux atlantistes nourrissent une course aux armements qui assèche les investissements si cruciaux pour le développement et le climat, ne profitent qu'aux oligarques fabricants d'engins de mort de tous les pays et menacent l'humanité jusque dans son existence. Il est temps d'amplifier les résistances et le combat pour la paix, en s'appuyant opportunément sur les initiatives avancées par la Chine et le « Sud global ».*

Rayonnant, la soixantaine bien en chair, il agite la cloche symbolique à l'ouverture de la bourse des valeurs de Francfort, ce 20 mars au matin. Son groupe vient de faire une entrée triomphale dans le club le plus prisé du capitalisme allemand, le Dax 30, aux côtés des Volkswagen, Siemens et autre Bayer. Armin Papperger, le patron de Rheinmetall, fabricant des chars d'assaut Leopard, d'autres véhicules blindés, des obus et munitions vendus en kit, exulte. Avec une action que s'arrachent les « investisseurs » en ce printemps 2023, une valorisation boursière du titre qui a quasiment doublé en l'espace de quelques mois à 10 milliards d'euros, et des profits 2022 en hausse de 20 %, l'oligarque allemand figure parmi les plus grands profiteurs européens de la guerre déclenchée un peu plus d'un an auparavant par Vladimir Poutine. L'envoi de ses chars Leopard 2 sur le front, à la demande insistante des plus ultras d'un camp atlantiste en pleine ascension dans les capitales européennes et au sein du monde politique allemand, l'a propulsé en haut du podium.

Côté russe, les dirigeants de Rosneft, cet immense complexe militaro-industriel, fruit d'un vaste partenariat public/privé, ont toutes les raisons, eux aussi, de célébrer l'explosion des profits réalisés grâce à la guerre et la perspective de les démultiplier. La seule issue possible étant « une victoire », théorisée, et par Moscou et par Kiev, à l'unisson avec ses puissants parrains occidentaux, dans la perspective du lancement d'hypothétiques « offensives de printemps ».

Oleg Demchenko, l'un des principaux oligarques du secteur de l'armement russe, est promis à des affaires toujours plus juteuses grâce à la production en série d'avions de combats de type Soukhoï SU-30. Le multi milliardaire possède un modeste pied à terre de vacances de quelques millions d'euros à Saint-Jean-Cap-Ferrat sur la côte d'Azur française. Il n'a jamais été inquiété jusqu'ici dans ses prérogatives de propriétaire ou d'homme d'affaires par les autorités françaises ou européennes pourtant engagées avec les États-Unis dans un programme de sanctions économiques réputé draconien contre de multiples entreprises russes.

Si les voies des saigneurs de guerre semblent parfois impénétrables, la divergence entre leurs prospérités manifestes et l'accentuation partout des souffrances populaires se laisse, elle, très facilement repérer.

## La prospérité macabre des Oligarques de l'armement

L'oligarque allemand, Armin Papperger, a bénéficié de tous les relais d'un consensus « pro-guerre » au sein des médias européens et des partis allemands en faveur de la fourniture d'armes lourdes à l'Ukraine. Il est devenu l'invité de marque, en février 2023, de la conférence de Munich sur la sécurité.

À l'occasion de ce grand *happening* destiné à mettre en scène la montée en puissance de l'Alliance atlantique dans la guerre par procuration qu'elle livre à la Russie, le patron de Rhein Metall ne s'est pas contenté de faire la promotion de ses chars et de ses équipements les plus sophistiqués. Aux côtés des dignitaires de l'OTAN, il s'est impliqué en faveur de la livraison à Kiev d'avions de combat et de missiles longue portée, capables de toucher le territoire russe en profondeur. Ce qui serait la seule clé, selon la propagande de guerre de l'Alliance et son allié ukrainien, capable d'ouvrir la voie vers une défaite écrasante de Moscou si ardemment désirée. Moyennant quoi il est fait très bon marché de la réaction d'une puissance nucléaire russe acculée à la défensive.

Comme une sorte de couronnement de cette implication toujours plus forte de l'OTAN, Papperger a présenté à Munich le projet d'un gros investissement en Ukraine même dans une usine, pour y fabriquer jusqu'à 400 de ses chars dernier cri, de type Panther, par an.

Illustration de ce besoin d'expansion et de destructions, comme de conquête de nouveaux territoires, d'accaparement de matières premières que porte le capitalisme, la mobilisation économique de Rhein Metall est lourde des fuites en avant guerrières les plus insensées. Elle accentue le danger que le conflit ne dégénère en une troi-

sième guerre mondiale entre superpuissances nucléaires. Pourtant, la montée au front du géant allemand de l'armement et des chars d'assaut fut ou bien ignorée, ou bien banalisée par la plupart des médias de ce côté-ci du Rhin, très complaisants avec les surenchères des stratèges de l'OTAN. Un scénario identique se dessine en Russie où les poids lourds du complexe militaro-industriel bénéficient, eux aussi, de toutes les complaisances. L'oligarque Oleg Demchenko, réputé très proche de Poutine, a ses entrées au Kremlin et fonctionne, de fait, comme l'un des copilotés de l'économie de guerre russe. La production des avions de combat Soukhoï, des chars et des munitions y afférant, s'intensifie. Elle constituait, déjà avant-guerre, le second poste d'exportations russes derrière le gaz et le pétrole. Elle est devenue encore plus névralgique aujourd'hui pour l'approvisionnement d'une armée chargée de protéger ou d'étendre les zones d'influence d'un capitalisme russe en crise. Après avoir tout misé sur des logiques de rentes minières, après avoir pratiqué des méthodes de prédation de la nature et du travail humain des plus drastiques, il ne voit plus que dans une fuite en avant impérialiste le seul moyen de reconquérir la puissance nationale perdue. Mais la société souffre, le nombre de citoyens passés sous le seuil de pauvreté ne cesse de croître.

## Une course aux armements record

Cette danse macabre des oligarques des économies de guerre russe et « occidentales » s'inscrit dans une funeste dynamique générale qui se paye au prix fort pour les peuples. Elle nourrit en effet une course aux armements au niveau global qui stérilise des milliers de milliards de dollars, d'euros, de yens, de ruandais ou de roubles. Les investissements devenus si crucialement indispensables pour le développement des femmes et des hommes pour l'emploi, l'éducation, la formation subissent un assèchement général. Quant aux déficits des engagements pourtant cruciaux pour l'humanité, en faveur de ces biens communs que sont l'énergie, l'environnement ou le climat, ils se font de plus en plus béants.

Les dépenses d'armement ont connu une poussée globale jamais atteinte à plus de 2 113 milliards de dollars (2 000 milliards d'euros) en 2022 selon le SIPRI (l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm). À titre de comparaison, l'organisme relève qu'au plus fort de la guerre froide, dans les années 1980, ces dépenses avoisinaient les 1 500 milliards de dollars en prix et taux de change comparables. Et une nouvelle accélération spectaculaire est en marche en 2023. Les États-Unis et leurs quelque 800 bases réparties sur le globe en alimentent la plus grande part. Responsables déjà de près de 40 % des dépenses mondiales d'armement, ils ont prévu de porter leur budget militaire à 858 milliards de dollars cette année. Soit une augmentation de 8 %.

Les « partenaires » européens de l'OTAN se sont alignés sur cette tendance à la flambée des dépenses d'armement, comblant d'aise le président Joe Biden. La Maison-Blanche a en effet clairement annoncé son intention de propulser l'Alliance comme auxiliaire de sa politique étrangère pour défaire la Russie, et en arrière-plan, beaucoup plus sérieusement, la Chine. Devenue seconde économie mondiale, celle-ci est présentée comme un dangereux rival, « un concurrent systémique pour les démocraties » que Washington veut rassembler derrière lui. Le développement chinois et les ambitions de Pékin de faire évoluer l'ordre international vers une plus grande multipolarité, sont devenus les principales cibles stratégiques.

## Berlin aux avant-postes de la militarisation

L'Allemagne a pris les devants de ce réaménagement ultra-atlantiste désiré. Après s'être montrée réticente pendant des années aux injonctions répétées de l'OTAN ou de Washington pour qu'elle augmente ses dépenses militaires qui ne dépassaient guère 1,3 % de son PIB en 2020 (contre une norme de 2 % exigée par l'Alliance), elle a enclenché le turbo-réacteur du surarmement. Son chancelier Olaf Scholz a proclamé un « changement d'époque (*Zeitenwende*) »<sup>1</sup>. Un budget supplémentaire exceptionnel de 100 milliards d'euros a été adopté en 2022 pour l'armée fédérale allemande, la Bundeswehr. Et des commandes massives ont été aussitôt passées auprès des seuls fabricants états-unis.

Oligarque de toute première catégorie parmi les oligarques du secteur, James D. Taiclet, patron de Lockheed Martin, en a tiré le gros lot. Berlin lui a acheté 35 chasseurs bombardiers furtifs F 35 pour remplacer les Tornados vieillissants de son armée et se mettre en capacité de remplir la mission dite de « partie-prenante nucléaire » (*nukleare Teilhabe*) qui oblige, « au cas où... », l'armée allemande à transporter sur zone les bombes atomiques états-unies, entreposées en Rhénanie-Palatinat sur la base de Büchel, à quelques encablures de la Lorraine française. Dave Calhoun, le patron de Boeing, s'octroie l'autre grosse part du gâteau. L'avionneur US va livrer 60 gros hélicoptères de transport Chinook à la Bundeswehr.

Airbus et les marchands d'armes européens n'auront que des miettes. Au grand dam des champions tricolores du secteur comme du président Macron qui ambitionnait de faire de la France et de ses industries militaires l'incorruptible pilier d'une « Europe de la défense ». Ce projet est présenté volontiers comme permettant d'assurer une « autonomie stratégique européenne ». Ce qui le rendrait, martèle cependant l'Élysée, « mieux complémentaire de l'OTAN ». Autrement dit : il constitue une version très alignée, mais concurrente du super-atlantisme derrière lequel Berlin, qui va disposer de la plus grande force armée du Vieux continent, cherche désormais à emmener le reste de l'UE. Avec la complicité d'autres États-membres d'Europe orientale ou de la Baltique et singulièrement de Varsovie, recordman européen de la flambée des dépenses d'armement.

Quoi qu'il en soit de ces divergences européennes, Paris, qui figurait déjà parmi les meilleurs élèves de la classe atlantiste avec des dépenses militaires programmées pour atteindre les 2 % de son PIB en 2025, a donné, lui aussi, un grand coup d'accélérateur. Emmanuel Macron a annoncé en janvier 2023 que le budget de la prochaine loi de programmation militaire allant de 2024 à 2030 allait passer à 413 milliards d'euros, soit une augmentation de 30 % et de plus de 100 milliards d'euros sur la période précédente (2019-2025).

## Des peuples allemand et français en résistance à l'austérité

Cette flambée des dépenses militaires dans les deux principaux pays de l'UE ne peut qu'être associée à un tour de vis supplémentaire pour les dépenses publiques et sociales. C'est dire combien le niveau de l'austérité déjà programmée par Berlin et Paris va encore s'accroître. Cette tendance heurte de plein fouet les résistances sociales en pleine ascension de part et d'autre du Rhin en ce printemps 2023. En parallèle, les mouvements français contre le report de l'âge de départ à la retraite à 64 ans et allemands pour des hausses de salaires de plus de 10 %, en particu-

lier dans les services publics. Des affrontements de classe majeurs occupent ainsi le devant de la scène quand les premiers refusent d'abandonner deux ans supplémentaires de leur vie aux appétits du capital et les seconds se battent contre la diminution de leurs salaires réels amputés par l'inflation. Le président du syndicat allemand des services VerDi, Frank Verneke<sup>2</sup>, relève la proximité de ces combats engagés de part et d'autre du Rhin contre les exigences de rentabilité de financiers pourtant largement coresponsables, avec la guerre, du surgissement de l'inflation.

L'argument drapé dans la drôle de morale de la propagande de guerre, invoquant des sacrifices supplémentaires pour mieux doter les armées et fournir toujours davantage d'armes lourdes aux Ukrainiens, ne passe pas vraiment la rampe. Il est particulièrement malmené en Allemagne où demeure un mouvement pacifiste vivace, porté par Die Linke, qui refuse de se soumettre au consensus atlantiste. Dans l'analyse du conflit, ce parti n'entend gommer ni la responsabilité majeure d'un Poutine, ni celle de l'impérialisme des États-Unis. Il fait observer, à juste titre, que Washington n'a pas lésiné depuis trois décennies sur l'expansion de son champ d'influence, y compris militaire. N'agit-il pas, en flagrant délit de forfaiture au regard des engagements passés, à la chute du mur de Berlin, auprès des ex-autorités soviétiques ? Les diplomates dépêchés par Washington avaient alors, en effet, ratifié des documents où ils promettaient de ne pas étendre le périmètre de l'OTAN au-delà de l'Elbe vers les frontières russes<sup>3</sup>.

## La dévastatrice illusion d'une victoire militaire

La course à l'abîme d'un troisième conflit mondial se nourrit de l'illusion d'une possible victoire militaire sans appel, cultivée dans les mots d'ordre officiels du Kremlin comme dans ceux du camp ukraino-atlantiste. Sous la pression de Washington et de l'OTAN, les capitales européennes s'y sont ralliées, y compris Paris, même si Emmanuel Macron y met quelques nuances quand il affirme qu'il faudrait veiller à « ne pas humilier la Russie ». Tout le monde s'en tient à un soutien militaire accru à Kiev et affiche sa résignation à une guerre qui dure dans l'attente d'un changement de rapport de forces militaires sur le terrain. Avec son corollaire : une désertion des efforts de médiation qui a autant pour conséquence la prolongation des souffrances du peuple ukrainien qu'une potentielle escalade vers l'apocalypse nucléaire.

La diplomatie chinoise est la seule à rompre avec la partition guerrière diffusée par Washington et Moscou. La publication en février 2023 d'un plan en 12 points définissant les principes d'un règlement du conflit constitue une initiative internationale remarquable pour les pacifistes comme pour tous ceux qui souhaitent un retour à la raison, une avancée vers un cessez-le-feu préalable à une négociation, plutôt qu'une accélération des productions de chars d'assaut et d'avions de combat.

Le plan chinois en appelle à un règlement sous égide des Nations Unies dont il rappelle, à bon escient, certains des principes fondamentaux, comme la souveraineté inviolable de ses États-membres. Il bannit tout recours à l'arme nucléaire ou même à la menace de son utilisation. Ce qui constitue autant de messages sans ambiguïté à l'égard de Poutine. Pékin refuse, en même temps, de lâcher la Russie, soucieux, d'évidence, de préserver une entente avec Moscou pour ne pas donner les moyens à Washington de profiter d'un effondrement russe qui lui permettrait de parfaire un « endiguement militaire » déjà redoutable de la République populaire<sup>4</sup>.

Ce réveil d'une diplomatie chinoise, plutôt discrète jusqu'alors, a pu ébranler quelque peu les schémas stratégiques européens. En dépit des contrefeux bricolés, à la hâte, par Washington et ses vassaux les plus atlantistes, s'insurgeant contre de potentielles livraisons d'armes de la Chine à la Russie, avec cependant un degré de crédibilité voisin de zéro. Au lendemain d'une visite d'État à Pékin, Emmanuel Macron est allé, lui-même, jusqu'à susciter beaucoup d'émoi en prenant des distances avec un sursis des États-Unis sur la question de Taiwan.

## Les BRICS mobilisés pour la paix et contre l'hégémonie du dollar

Le tournant de cette fracassante entrée en scène de la Chine sur la scène diplomatique internationale a été d'autant plus efficace qu'il a bénéficié du soutien des pays dits du « Sud global ». Dès le G20 de Bali à la mi-novembre 2022, le président chinois Xi Jinping s'attira l'attention et le soutien de ses partenaires du Sud en mettant en avant le besoin d'une avancée diplomatique pour faire cesser le conflit. Les « émergents » payent en effet un tribut très lourd à une guerre en Ukraine qui a fait flamber les prix de l'énergie et des denrées alimentaires de base, dopant une inflation déjà élevée avant même le déclenchement du conflit. D'où l'aspiration à un retour au calme rapide, en particulier parmi ceux qui ne disposent d'aucune ressource en hydrocarbures.

L'intérêt des pays émergents pour la paix et leur refus de s'aligner sur les surenchères de Washington et de Moscou constituent de puissants marqueurs de l'ampleur de la crise de confiance qui s'est fait jour dans leurs relations économiques avec le Nord et singulièrement avec les États-Unis. Depuis un peu plus d'un an, les hausses de taux d'intérêt pratiquées par la Réserve fédérale, la banque centrale états-unienne, sont à l'origine d'enchaînements délétères pour tous les pays en développement : inflation de plus de 90 % en Argentine, de 55 % en Turquie, dévaluations en chaîne, surendettement, flambée des coûts du crédit qui assèche les investissements dans les domaines les plus basiques comme la santé, l'énergie, l'eau ou l'alphabétisation.

Au Brésil du président Lula, la banque centrale n'a-t-elle pas fait grimper, sous pression des hausses de taux de Washington, le loyer de l'argent à un niveau quasi dissuasif à... 13,75 % en janvier 2023 ? De quoi barrer la route à toute politique expansive du crédit, pourtant indispensable, aux yeux du chef de l'État de gauche nouvellement élu, pour redresser le pays et lutter contre une pauvreté redevenue endémique.

Et il ne doit rien au hasard que le même président brésilien ait décidé de passer à l'offensive, et sur le plan de la paix, et sur celui de la suprématie du dollar qui mine le développement du Sud.

Sur le front ukrainien, il s'est associé très démonstrativement, lors d'une longue visite à Pékin à la mi-avril, aux efforts diplomatiques chinois en appelant les principaux protagonistes, la Russie comme les États-Unis et l'Europe, à « cesser d'encourager la guerre » et à œuvrer « pour la paix dans l'intérêt du monde entier. »

Sur le roi dollar, Brasilia et Pékin dénoncent, au même moment, l'attitude du FMI qui étrangle des pays déjà en difficultés quand l'institution financière internationale sous influence de Washington « conditionne », disent-ils, comme en Argentine, ses aides financières à de funestes coupes dans les dépenses publiques et sociales.

Quant à l'émancipation du billet vert, Lula et les dirigeants chinois veulent aller vite et loin en usant d'un outil radical.

Ils ont mis sur les rails le lancement concret d'un projet déjà antérieur des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), portant sur la création d'une monnaie commune pour échapper à cette suprématie du dollar qui donne aux États-Unis le pouvoir exorbitant de siphonner l'épargne mondiale et d'influer partout à leur guise, *via* la Fed, sur l'orientation des politiques économiques.

La New Development Bank, la nouvelle banque de développement créée par les cinq puissances, a reçu le mandat de présenter un dossier concret sur la réalisation de cette monnaie commune d'ici le prochain sommet de l'organisation en août en Afrique du sud. À sa tête vient d'accéder l'ex-présidente brésilienne Dilma Rousseff, elle-même économiste. L'attrait du projet est tel dans le « Sud global » que toute une série de pays se disent déjà prêts à rejoindre les BRICS et leur initiative monétaire. De l'Algérie à la Turquie en passant par l'Égypte et l'Indonésie jusqu'au Mexique et l'Argentine. D'obédiences politiques parfois très éloignées, ils ont un dénominateur commun : ils souffrent l'enfer aujourd'hui à cause de l'hégémonie du dollar.

## Une illustration de la maturité des propositions communistes

L'irruption de ce débat illustre la maturité de la proposition portée aujourd'hui par les communistes français, sur la base de la réflexion et des travaux de l'économiste Paul Boccara. Lequel fut le premier à formuler la nécessité d'instaurer une monnaie commune mondiale qui permette d'échapper aux diktats du dollar et des États-Unis. Fondée sur le développement et la coopération et non plus sur la loi du plus fort des marchés financiers, elle permettrait de répondre aux besoins d'investissements si massifs et si globaux de l'humanité. Les dispositions existantes sur l'émission de Droits de tirages spéciaux (DTS) du FMI pourraient appuyer une première réalisation concrète de cette nouvelle monnaie mondiale commune, appelée à évoluer sous la seule égide de l'ONU. De quoi se donner des moyens pour surmonter les défis économiques, sociaux ou environnementaux majeurs auxquels le monde est confronté et dont la résolution est devenue si cruciale pour la survie même de l'espèce<sup>5</sup>. Il est encore bien trop tôt pour spéculer sur le contenu que les BRICS veulent donner à leur propre projet d'union monétaire. Les écueils sur le chemin d'une telle entreprise sont nombreux : La nouvelle devise destinée à stimuler les échanges entre BRICS et au-delà va-t-elle fonctionner comme une sorte de grande zone yuan pour se prémunir d'une logique de blocs à laquelle s'emploie Washington quand il invoque le « découplage » d'une Chine décriée

ennemi public numéro un ? Les BRICS vont-ils avoir l'audace d'aller plus loin et d'avancer un projet à vocation universelle ? Rien n'est encore écrit mais la question promet de tarauder le débat public. Surtout si d'autres acteurs, dans l'Amérique latine progressiste qui entend lancer sa propre monnaie commune, ou en Europe, avec les communistes français, se mêlent de ce débat en montrant son lien avec les besoins de ruptures globales auxquels l'humanité est si urgemment confrontée.

Ce combat-là est complémentaire, voire indissociable, de celui pour la paix auquel les militants du PCF sont viscéralement attachés quand ils refusent l'escalade dans la guerre programmée par l'OTAN et par Moscou, quand ils proposent de quitter l'Alliance atlantique et ses surenchères militaires pour répondre vraiment au défi de l'organisation d'une sécurité collective, à l'échelle de l'Europe et de la planète. Pour que cesse la funeste prospérité financière des oligarques de l'armement de tous pays.

Le retour de la diplomatie, la proclamation d'un cessez-le-feu puis l'entrée dans un processus de paix en Ukraine passent par la convocation d'une conférence européenne incluant la Russie. Le salutaire précédent de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) avec la mise en œuvre de « la détente » en lieu et place de l'escalade, au summum pourtant de la guerre froide au début des années 1980, doit être prolongé et élargi dans une dimension inédite.

Il en va de cet indispensable système international de sécurité collective, comme d'une monnaie commune mondiale de coopération et de développement. Tous deux dépendent aux urgences absolues auxquelles est confrontée aujourd'hui l'humanité.

1. Voir Bruno Odent, « Berlin en marche pour un changement d'époque ultra-atlantiste », *Économie & Politique*, n° 814-815, mai-juin 2022.

2. in *l'Humanité* du 29 mars 2023.

3. Révélations dans le *Spiegel* daté du 18 février 2022 d'un document d'archive où les ministres des Affaires étrangères des États-Unis, de France, du Royaume Uni et d'Allemagne s'engageaient en 1991 auprès de leur homologue soviétique « à ne pas étendre l'OTAN au-delà de l'Elbe ».

4. Le texte du plan chinois en 12 points est disponible sur le site de *l'Humanité* : <<https://www.humanite.fr/monde/chine/ukraine-le-plan-de-paix-avance-par-pekin-en-12-points-784188>>.

5. Paul Boccara, « Les perspectives ambivalentes d'une Banque et d'un Fonds des BRICS pour une autre construction de la mondialisation », *Économie & Politique*, mai-juin 2014, <<http://www.economie-politique.org/59512>>.





**Roland Nivet,**  
porte-parole national du  
Mouvement de la Paix

# Pour une économie de paix

**Une réflexion sur ce que pourrait être une économie pour la paix ne peut s'envisager que dans le cadre d'un projet politique dont la paix est un objectif affirmé. C'est en fait la construction d'une société, d'une civilisation nouvelle à travers des processus de transformations profondes sur le plan économique et social.**

L'aspiration à vivre en paix est commune à l'immense majorité des peuples et des individus. En revanche, les logiques économiques et financières guidées par la recherche de profits financiers à court terme empêchent de satisfaire ces aspirations. La mondialisation néolibérale des économies a accentué la fracture entre riches et pauvres au sein des sociétés et les inégalités de développement entre les pays. La volonté des puissants (États ou multinationales) de contrôler les richesses de la planète entretient une course aux armements et un commerce des armes qui pérennisent le sous-développement, alimentent les tensions sur la planète, aggravent les dérèglements climatiques, condamnent des populations entières à l'exil et entendent imposer aux peuples des régressions sociales et humaines intolérables. Ce système, malgré les résistances, conduit à une fragilité accrue des existences et de la planète et empêche le développement d'une sécurité humaine (sociale, écologique, sanitaire, alimentaire et culturelle).

## Face aux défis existentiels auxquels le monde est confronté, l'économie de guerre n'est pas la solution

Devant l'assemblée générale des Nations unies, en septembre 2022, le secrétaire général de l'ONU fait un constat des dérives et défis : « notre monde est au plus mal. Les clivages s'accroissent. Les inégalités se creusent. Les difficultés s'étendent. La charte des Nations unies et les idéaux qu'elle porte sont en péril » en citant la guerre en Ukraine et la multiplication des conflits. Déjà en 2019 pour la journée internationale de la paix, il avait indiqué « action climatique, action pour la paix. Le message est clair, l'urgence climatique mondiale menace la sécurité et la stabilité du monde ».

Les défis économiques, sociaux, écologiques auxquels sont confrontés les peuples nourrissent des inquiétudes et des peurs. Ils génèrent une bataille idéologique, alimentée par le lobby militaro-industriel et relayée par les médias *mainstream*, visant à faire accepter par les peuples, ou à leur imposer, des logiques de militarisation des sociétés et des relations internationales contraires à leurs aspirations et sources d'insécurité. Déjà, l'Organisation internationale du travail (OIT), Prix Nobel de la paix en 1969, indiquait dans

son préambule en 1919 : « une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale. » Ainsi, les dépenses mondiales d'armement sont passées de 1 000 milliards de dollars en 2000 à 2013 milliards en 2021.

Pour Bertrand Badie, professeur à Sciences Po, « les conflits s'enracinent surtout dans les conséquences de la mondialisation, qui enrichit les plus riches et appauvrit les plus pauvres. Dans la plupart des cas, les guerres du XXI<sup>e</sup> siècle procèdent de la décomposition institutionnelle et sociale, tout en s'inscrivant dans le cadre des rivalités entre les grandes puissances, anciennes ou nouvelles. ».

Comme l'a souligné l'ancien directeur général de l'Unesco Federico Mayor, pourtant caractérisé comme libéral, la crise de l'ONU provient du fait que « progressivement, l'aide au développement (qui doit être intégrale, endogène, durable et humaine) a été remplacée par les prêts ; la coopération par l'exploitation, les valeurs éthiques par les lois du marché et le système des Nations unies par les groupes ploutocratiques (G-7, G-8... G-20). Le résultat de toutes ces mesures néolibérales est que les marchés ont eu la force motrice de la gouvernance mondiale au lieu des orientations sociales et politiques. »

Comme l'a démontré Bertrand Badie lors du colloque « Une économie pour la Paix ! » organisé par la CGT et le Mouvement de la paix à Montreuil fin 2022, la plupart des guerres en Afrique et au Moyen-Orient sont plus intraétatiques que interétatiques, même si l'agression de la Russie contre l'Ukraine montre que des guerres interétatiques, toujours possibles, peuvent mettre le monde au bord d'une guerre mondialisée et d'un conflit nucléaire mettant en péril l'existence même de l'humanité.

Les conflictualités résident plus dans une insécurité généralisée (sociale, économique, alimentaire, sanitaire, climatique), de situations de faiblesse des sociétés et des économies face à une mondialisation contrôlée par des multinationales plus puissantes que certains États. Dans certaines régions cette insécurité est renforcée par la déliquescence de l'État et de la société. Dans ce contexte apparaissent des acteurs comme les milices armées, les groupes de mercenaires au service d'intérêts variés (politiques, groupes mafieux, multinationales). L'insécurité climatique a des effets terribles. Par exemple, la désertification est galopante

au Sahel. Elle menace 34 % des terres de la planète et 2 milliards d'habitants (Convention des Nations unies de lutte contre la désertification (CNUCLD). Au plan mondial, le nombre de victimes des dérèglements climatiques s'évalue à 8 millions d'êtres humains par an contre 10 000 et 40 000 personnes pour les actes terroristes (source: Bertrand Badie).

Dans ce contexte, il est clair que les canons et les armes ne sont pas la solution. En France, le président de la République entend engager le pays pour des décennies dans une économie de guerre. Dans ses vœux aux armées prononcés sur la base aérienne de Mont-de-Marsan le 20 janvier 2023, il a déclaré sa volonté que « la loi de programmation militaire 2024-2030 traduise des efforts considérables... qui nous obligent pour des décennies... car nous ne devons jamais être en retard d'une guerre, mais nous devons avoir une guerre d'avance » ! Il propose une nouvelle loi programmation militaire (LPM) de 413 milliards d'euros (plus 40 % par rapport à la dernière loi), dont une soixantaine de milliards pour les armes nucléaires, en violation du Traité de non-prolifération (TNP) signé par la France et du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) adopté à l'ONU en application de l'article 6 du TNP et entré en vigueur le 21 janvier 2021.

Dans ce contexte, une réflexion sur ce que pourrait être une économie pour la paix ne peut s'envisager que dans le cadre d'un projet politique dont la paix est un objectif affirmé. C'est en fait la construction d'une société, d'une civilisation nouvelle à travers des processus de transformations profondes sur le plan économique et social visant à accroître le bien être des gens, à travers un système économique plus juste qui mobilise les intelligences et savoir-faire humains au bénéfice de tous en favorisant les logiques de coopérations et de mise en place de biens communs plutôt que des logiques de domination, d'accaparement et d'enrichissement au profit de minorités. Un tel projet nécessite une stratégie s'attaquant aux causes économiques, sociales, démographiques, géographiques, politiques, historiques, idéologiques et culturelles des conflits et des guerres.

La journée d'étude organisée par la CGT et le Mouvement de la paix en 2022, qui associait divers syndicats, associations, experts a montré des convergences de vues sur le fait que la paix se construit d'abord à travers la satisfaction des besoins humains et la réalisation concrète des droits humains, tant économiques que sociaux. Ainsi a été mise en évidence la nécessité de convergences en termes de luttes sociales pour que beaucoup plus de moyens soient consacrés à tous les niveaux et dans tous les secteurs en faveur du bien-être humain et de la paix qui peuvent être qualifiés de biens communs à l'humanité tout entière.

## Économie de guerre: un détournement des moyens au détriment du bien-être humain et de la paix

Dans une économie de guerre, la politique consiste à augmenter la production de moyens militaires au détriment des besoins humains et sociaux.

Un des objectifs d'une économie de la paix est d'augmenter la production de ces biens communs que constituent le bien-être humain et la paix et les instruments nécessaires. Depuis des années le *lobby* militaro-industriel s'évertue à faire croire que les dépenses militaires contribuent de manière importante au progrès économique et social tout en assurant une sécurité accrue. Dans un des livres blancs de

la Défense, l'économie de guerre était présentée comme un élément essentiel de la compétitivité de la France.

Même si les activités militaires ont pu engendrer ici ou là quelques applications utiles, les constats essentiels que nous pouvons faire c'est qu'une économie de guerre:

- entraîne un détournement de ressources publiques importantes qui pourraient être consacrées aux besoins humains;

- réduit la croissance des moyens et capacités humaines travaillant au service de l'objectif paix;

- détourne les politiques de recherche, d'innovation technologique et de valorisation de leurs objectifs sociaux pour des productions destructrices de vies et de la planète en gelant par le secret des avancées scientifiques. Ainsi des secteurs entiers de la recherche universitaire sont détournés vers des œuvres de mort alors qu'il y a tant à faire pour faire face aux défis du monde d'aujourd'hui, en particulier au plan des dérèglements climatiques et de l'insécurité sanitaire et alimentaire (850 millions de personnes en situation d'extrême fragilité alimentaire, un enfant de moins de 7 ans meurt de la faim ou des conséquences de la Faim toutes les 10 secondes);

- diminue en vérité la productivité de notre économie en faveur de la paix et du bien-être;

- augmente le niveau d'insécurité et d'hostilité au niveau mondial mais aussi local entre États ou au sein d'un même État, car l'augmentation des dépenses militaires des uns entraîne les dépenses militaires des autres et crée de la peur et de la méfiance propices au développement de conflits et de guerres qui sont toujours des échecs, ne résolvent rien et aggravent tout;

- peut remettre en cause la souveraineté économique d'un pays (la France en privilégiant en matière d'électronique les industries liées à l'armement a cédé une part importante de son savoir-faire et de ses brevets à General Electric; aujourd'hui, la France doit importer des scanners corps entiers, etc., à Siemens en Allemagne et à General Electric aux États-Unis).

Au niveau international, la croissance démesurée des dépenses militaires dans un certain nombre de pays, dont, à l'époque, l'Union Soviétique, a contribué à miner l'économie de certains pays. Dans le paysage actuel, on peut se poser la question de savoir si le niveau incroyable des dépenses militaires des États-Unis (801 milliards de dollars en 2021) n'est pas un des éléments majeurs de l'endettement des USA, qui fragilise les économies, la stabilité financière et plus largement la sécurité du monde <sup>1</sup> ?

La logique des 2 % défendus depuis plusieurs années par l'OTAN est de ce point de vue une évolution dramatique. La croissance démesurée au plan mondial des outils de production consacrés à des activités destructrices comme les activités militaires est particulièrement catastrophique pour la sécurité du monde, en particulier dans le domaine des armes nucléaires avec environ 100 milliards d'euros en France sur les 15 ans à venir et de l'ordre de 1 000 milliards de dollars aux États-Unis sur la même durée.

## Une économie de paix: processus vertueux à inventer

Envisager une économie pour la paix ne peut se réduire à une simple reconversion ou une diversification des activités liées à la guerre ou à la production d'outils militaires. Il faut aller vers des transformations économiques, sociales, aller beaucoup plus loin.

Lutter pour la paix ne signifie pas nier la nécessité d'outils militaires pour assurer la sécurité des populations de notre pays. Mais il faut construire une économie pour la

paix par un double mouvement de diminution des dépenses militaires au plan mondial et donc aussi national et surtout d'une augmentation des dépenses liées à la réduction des inégalités entre les pays et au sein du pays c'est-à-dire par les investissements en faveur du bien-être humain et de la paix. Dans le même temps, des initiatives politiques doivent être prises au plan international, dans les domaines financiers, économiques, culturels, diplomatiques et pour la construction de mécanismes de sécurité collective (en Europe par exemple repenser une conférence pour une sécurité collective « Helsinki 2 » malgré la guerre actuelle en Ukraine), en Afrique, mais aussi en valorisant les initiatives comme celle du CELAC (coordination des États latino-américains et des caraïbes) qui a introduit la culture de la paix comme un élément essentiel de la sécurité collective pour ces pays.

## Mondialisons la paix du quartier à la planète !

Pour nous, une économie pour la paix doit s'envisager dans le **cadre d'un projet de société, voire de civilisation** dont la paix est un objectif prioritaire. La Paix est avant tout une

construction politique autour de projets, de valeurs, d'actions concrètes et d'objectifs à atteindre sur le court, moyen et long terme tant sur le plan local, national que mondial. Au cours de l'histoire contemporaine, la paix a été pensée comme projet mondial à deux ou trois moments principaux :  
 – **Après la Seconde guerre mondiale avec la construction des Nations unies** autour des objectifs de la Charte « Nous, peuples des Nations unies, résolu... à préserver les générations futures du fléau de la guerre... à favoriser le progrès social... » et « afin de favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde... » (art 26).  
 – **Après la chute du mur de Berlin et la dissolution du pacte de Varsovie**, un processus engagé par l'Unesco a abouti à l'adoption de plusieurs résolutions de l'ONU appelant à la construction d'une culture de la paix définie comme « un ensemble de valeurs, attitudes, comportements et modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les États (résolution des Nations unies A/RES/52/13) et en définissant à travers la résolution A/53/243 un Programme d'action pour

### Résumé des principales résolutions des Nations unies sur la culture de la paix

Le mot « culture » s'entend ici au sens quasi agricole, « cultiver pour récolter, construire un processus ».

**La culture de la paix est définie par les Nations unies comme « un ensemble de valeurs, attitudes, comportements et modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les États ».**

Les 8 domaines d'action pour construire une culture de la Paix :

- 1. Renforcer la culture de la paix par l'éducation :** Comme l'indique le préambule de l'UNESCO : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix... ». Le premier objectif est d'assurer le droit à l'éducation pour tous et notamment pour les filles. Cela passe par la révision des programmes d'enseignement afin de promouvoir des valeurs, des comportements et des modes de vie qui vont dans le sens d'une culture de la paix tels que la résolution pacifique des conflits, le dialogue, la recherche de consensus et la non-violence. Une telle approche éducative devrait par ailleurs être dictée par les objectifs de la culture de la paix.
- 2. Promouvoir le respect de tous les droits humains :** nous devons renforcer la culture de la paix par la réduction des inégalités économiques et sociales, l'éradication de la pauvreté, la sécurité alimentaire durable, la justice sociale, des solutions durables aux problèmes de la dette, l'autonomisation des femmes, des mesures spéciales pour les groupes aux besoins particuliers et la durabilité environnementale.
- 3. Promouvoir le développement économique et social durable :** les droits de l'homme et la culture de la paix sont complémentaires. Lorsque la guerre et la violence prédominent, il est impossible d'assurer les droits de l'homme. De la même façon, sans droits de l'homme, sous toutes leurs formes, il ne peut exister de culture de la paix...
- 4. Assurer l'égalité entre les hommes et les femmes :** nous devons assurer l'égalité entre les hommes et les femmes par la pleine participation des femmes dans la prise de décision économique, sociale et politique, par l'élimination de toutes formes de discrimination et de violence contre les femmes, par l'appui et l'aide aux femmes qui se retrouvent dans le besoin.
- 5. Favoriser la participation démocratique :** parmi les fondations indispensables à la réalisation et au maintien de la paix et de la sécurité figurent des principes, des pratiques et une participation démocratique dans tous les secteurs de la société, un gouvernement et une administration transparents, la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, la corruption, les drogues illicites et le blanchiment d'argent...
- 6. Développer la compréhension, la tolérance et la solidarité :** pour abolir les guerres et les conflits violents, il faut transcender et dépasser les images de l'ennemi par la compréhension, la tolérance et la solidarité entre tous les peuples et toutes les cultures. Apprendre de toutes nos différences par le dialogue et l'échange d'informations est un processus qui ne peut être qu'enrichissant...
- 7. Soutenir la communication participative et la libre circulation de l'information et des connaissances :** la liberté d'information et de la communication et le partage de l'information et des connaissances sont indispensables pour une culture de la paix. En même temps, des mesures doivent être prises pour contrecarrer la promotion de la violence par les médias, y compris par les nouvelles technologies de l'information et de la communication...
- 8. Promouvoir la paix et la sécurité internationales :** les acquis de ces dernières années en matière de sécurité humaine et de désarmement – dont les traités concernant les armes nucléaires et le traité contre les mines anti-personnel – devraient nous encourager dans nos efforts en ce qui concerne, par exemple, la négociation de règlements pacifiques des différends, l'élimination de la production et du trafic illicite d'armes, les solutions humanitaires dans les situations de conflit, les initiatives visant à remédier aux problèmes qui surgissent après les conflits.



une culture de la paix, autour de 8 domaines d'action et associant l'ensemble des composantes et des acteurs économiques et sociaux au plan des États et depuis le quartier jusqu'à la planète (voir encadré).

## Pour une économie de paix, construire une filière d'activités et mettre en place des réformes structurelles et des modalités de financement.

En résumé, construire une économie pour la paix, c'est promouvoir le développement d'une véritable filière d'activités dédiées à la construction de la Paix, filière qu'il faut construire en l'adossant à une politique internationale de la France en faveur de la paix et du multilatéralisme.

« La filière désigne couramment l'ensemble des activités complémentaires qui concourent, d'amont en aval, à la réalisation d'un produit fini. On parle ainsi de filière électronique (du silicium à l'ordinateur en passant par les composants) ou de filière automobile (de l'acier au véhicule en passant par les équipements) » (INSEE).

Pour la FAO, « L'étude de filière est une étude exhaustive de tous ceux qui interviennent dans la filière, de leur environnement, des actions qui sont menées et des mécanismes qui ont abouti à de telles actions. ».

On peut considérer que la résolution des Nations unies sur la culture de la paix est une première étude de « la filière construction de la Paix » en termes d'objectifs et d'acteurs au plan mondial. Cette démarche doit être appliquée au plan de chaque pays. La France pourrait donner un exemple à travers une politique nouvelle visant à participer à la construction d'un autre monde possible et nécessaire.

Les éléments constitutifs d'une filière économie pour la Paix :

- des moyens nouveaux pour la formation initiale et continue, la culture au sens large, les institutions d'éducation populaire (MJC, FJT, BJJ...), la formation tout au long de la vie, la recherche dans de nombreux domaines, pour le développement technologique et industriel et l'aide au développement, pour beaucoup de secteurs productifs : agriculture, santé... pour les politiques sectorielles : environnement, jeunesse, coopérations décentralisées des collectivités territoriales, et pour de nouveaux outils de prévention. Les ressources humaines en faveur d'un développement humain juste et durable sont directement liées à la qualité du système éducatif et à un fonctionnement optimal de la recherche, en particulier publique, consacrée à l'élévation du niveau des connaissances, à leur valorisation et à leur vulgarisation en vue de la satisfaction des besoins et de productions créatrices au service du bien-être et de la santé telle que définie par l'OMS ;

- des moyens nécessaires pour réaliser les ODD (objectifs du développement durable (ONU 2015) ;

- des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés par le GIEC en matière de climat et pour lutter efficacement contre les dérèglements climatiques ;

- la re-création d'un corps diplomatique.

Cette filière qui reste à inventer, même si beaucoup d'outils sont déjà là qu'il faut revigorer, serait à travers un réseau de partenariats économiques, sociaux, culturels nationaux et internationaux et diplomatiques un facteur de sécurité pour la France, l'Europe et le monde entier dans une logique multilatérale permettant en particulier aux pays du Sud un développement humain endogène.

Cette filière reposerait sur la création d'emplois utiles pour un développement durable et solidaire de la France et de

la planète et doit inclure des moyens pour que les acteurs sociaux et les citoyens (à travers les syndicats, les associations, etc.) puissent peser et intervenir sur les décisions et les orientations dans ce domaine, depuis l'entreprise jusqu'au plan de l'État en passant par les collectivités territoriales. Il faut dégager des moyens financiers, humains permettant aux citoyens et aux salariés d'être acteurs et force de proposition en se référant en permanence aux 9 domaines d'action de la culture de la paix, aux ODD et aux recommandations du GIEC.

## Des programmes mobilisateurs et des réformes structurelles en France

La France en a les capacités mais pas la volonté politique. Heureusement des citoyens agissent pour la paix. Ainsi 43 associations et organisations syndicales dont le Mouvement de la Paix et la CGT ont co-écrit ensemble un *Livre blanc pour la paix* dans lequel elles formulent des propositions concrètes en vue de politiques de paix incluant quatre programmes mobilisateurs :

1. La prévention et la résolution pacifique des conflits.
2. S'attaquer aux causes des violences et des guerres par le développement tous azimuts d'une culture de la paix et de la non-violence (voir encadrés).
3. Le désarmement, l'élimination des armes nucléaires et la fin du commerce des armes.
4. Le renforcement du multilatéralisme sous l'égide des Nations unies, le retrait de la France de l'OTAN, vers une conférence d'Helsinki 2 pour une sécurité commune en Europe.

Des réformes structurelles profondes :

- réforme démocratique des médias (en référence aux objectifs du programme du CNR en l'adaptant) ;
- mise en place d'un observatoire des situations pré-confliktuelles ;
- création d'un Institut national de recherche et d'éducation à la paix pluridisciplinaire (EPST) ;
- création d'un Institut national pour une citoyenneté active en faveur de la Paix implanté dans toutes les régions ;
- mise en place d'une mission interministérielle pour la paix, voire d'un ministère de la Paix, pour une réduction des outils militaires et la réorientation de leurs missions et la coordination de l'ensemble des politiques des différents ministères et organismes concernés (Défense, Affaires étrangères, Jeunesse, Universités, Culture, Économie et finances, impôts...) intégrant les organisations syndicales et associations à titre consultatif.

Ce livre blanc est une première contribution qui ne demande qu'à bénéficier de l'enrichissement et de la ré-

### Les acteurs de la Paix

#### L'article 8 de la résolution A/RES/53-54

L'article 8 appelle chacun à l'action lorsqu'il souligne que « les parents, les enseignants, les hommes politiques, les journalistes, les organismes et groupes religieux, les intellectuels, les personnes qui exercent une activité scientifique, philosophique, créatrice et artistique, les agents de services de santé ou d'organismes humanitaires, les assistants sociaux, les personnes qui ont des responsabilités à divers niveaux ainsi que les organisations non gouvernementales ont un rôle primordial à jouer pour ce qui est de la promotion d'une culture de la paix ».

flexion de toutes et de tous. Il est construit sur la base d'un examen de la réalité concrète du monde d'aujourd'hui à partir duquel se fonde une vision : **pour l'avenir de l'humanité, il n'y a d'autre chemin que la paix**. Bien sûr, des réformes structurelles doivent être apportées au niveau des institutions internationales en particulier financières (FMI, Banque mondiale) pour qu'elles ne soient pas au service des puissants de ce monde mais au service des objectifs définis par la charte des Nations unies et les textes définissant les droits humains et du GIEC afin de réduire les inégalités de développements entre les sociétés et au sein des sociétés.

## Des outils de financements pluri-annuels

À cet égard, c'est dès maintenant qu'il faut travailler à l'élaboration de cette filière en faveur d'une économie de paix. Les propositions nécessitent d'être envisagées et conduites sur le long terme, et pour cela il faudra investir ou construire des outils pour des planifications pluri-annuelles au plan de l'État et des régions en liaison avec les Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux et le CESE national

– La loi de programmation militaire est pluriannuelle, il n'y a aucune raison pour qu'il n'y ait pas une loi **programmation pour la construction de la paix** qui soit pluri-annuelle avec des moyens financiers et humains ciblés.

– Les contrats de plan État-Région (CPER) doivent être réactivés, nourris par des dizaines de milliards d'euros et complétés par des fonds structurels européens pour la paix (FEDER, FSE) au lieu des fonds de développement pour la guerre ou le renforcement du financement de l'OTAN.

– Les **programmes mobilisateurs nationaux** doivent faire l'objet de propositions et de luttes pour faciliter cette **transition** vers une économie de paix.

– Les organisations portant les contre-sommets au G7, G20 ont dès juillet 2019 avancé le thème rassembleur « **face au G7, défendons nos alternatives** ». Le Forum social mondial a décidé de créer début 2023 au plan mondial un « **espace de luttes et de résistances** » dans lequel la Paix aura une place importante à travers des moments pour discuter et soutenir des propositions en faveur d'une économie de paix, comme élément de construction d'un autre monde possible.

L'urgence est là, il faut construire les convergences et les luttes pour engager un processus de transformation sociale pour une société, un projet de civilisation basé sur le bien-être et la Paix.

Il y a urgence, car la paix est une construction qui ne peut qu'être fragilisée si des retards sont pris dans la conception et la mise en œuvre des programmes nécessaires à sa construction et en particulier les programmes liés à la résolution des problèmes posés par les dérèglements climatiques qui, s'ils ne sont pas résolus, vont conduire à des catastrophes et des déplacements démographiques sources de conflits, de guerres meurtrières et de crises économiques. Le collectif national des marches pour la paix qui inclut aujourd'hui 200 organisations très diverses, est un outil pour avancer en ce sens.

Le colloque organisé par la CGT et le Mouvement de la Paix a été une étape importante, qui implique d'être poursuivie pour approfondir nos réflexions et faire en sorte que nous soyons réellement porteurs de propositions alternatives pour la paix, nous permettant de rassembler les citoyens et les citoyennes en faveur d'une économie de la paix qui s'oppose aux logiques de guerre, aux économies de guerre que l'on veut nous imposer, tant en France qu'ailleurs. Bien sûr cela implique aussi de poursuivre le dialogue, peut-être en associant des partenaires étrangers.

Il est urgent de rassembler les citoyens pour construire un projet politique alternatif, rassembleur et transformateur en faveur d'une économie de paix, car pour son avenir l'humanité n'a d'autre chemin que la paix. Pour développer le débat et les actions contre l'économie de guerre, le Mouvement de la Paix a lancé une campagne sur le thème « Ensemble construisons notre futur : pour un monde de Paix, Non à une économie de guerre : ensemble agissons pour la Paix et le climat, le désarmement nucléaire, la justice sociale et les droits humains ; des enjeux solidaires ! » avec un temps fort les 20 et 21 septembre avec par exemple un rassemblement devant la base de sous-marins nucléaires de l'Île Longue à Crozon, Finistère).

1. Montant des dépenses militaires en milliards de dollars : USA 877, Chine 292, Russie 86,4, Arabie Saoudite 75 ; Royaume Uni 68,5 ; Japon 46, Iran 24, Allemagne 55,8, Inde 81, Nigeria 3,1, Turquie 10,6 ; total des pays de l'Otan 1232 (source : SIPRI 2022).



# Loi de programmation militaire : Emmanuel Macron, meilleur élève de l'OTAN ?

*Le président de la République, le 9 novembre à Toulon sur le Dixmude (porte-hélicoptères amphibie), et surtout le 20 janvier à la base aérienne (escadron Rafale) de Mont-de-Marsan, par des effets d'annonces et de communication dont il est coutumier, a fait savoir ses ambitions et projets tels qu'ils doivent se traduire dans la Loi de Programmation militaire (LPM) 2024-2030. Annonces qui laissent interrogatifs, voire dubitatifs, les auditoires professionnels sur les réalités budgétaires qui s'imposeront dans les sept années à venir, par un quasi-doublement du budget militaire de la France. D'autant plus qu'Emmanuel Macron ne peut être en poste au-delà de 2027, et ne couvrira pas de ses engagements la LPM jusqu'en 2030.*

Bien sûr, chacun a compris que l'effet d'annonce énorme de 413 milliards de LPM répondait aux 400 milliards, dont 100 milliards dès cette année, annoncés par le chancelier allemand Olaf Scholz, et à celle conjointe de l'OTAN et des USA de Joe Biden, imposant à chacun des membres de l'Alliance atlantique de contribuer à hauteur de 2 % du PIB aux dépenses d'armement pour « bénéficier » de la couverture militaire US. Aussi, la compétition entre France et Allemagne pour être le *leader* militaire délégué des USA est ouverte entre Macron et Scholz, avec les surenchères que cela comporte.

Après les rétorsions puis la guerre ouverte menée par l'Ukraine contre les vellétés d'autonomie, voire plus, du Donbass malgré l'accord de 2014 entre Russie-Ukraine-Allemagne-France-Royaume Uni, l'intégration de la Crimée à la Russie, puis la guerre de Poutine engagée en février 2022 sur le territoire exclusif de l'Ukraine, l'engagement de l'OTAN et des gouvernants européens dans la fourniture des matériels, armements et munitions à l'Ukraine de Zelenski, dépassant déjà les 100 milliards d'aides, a conduit à enrégimenter les pays européens et à rallier à l'OTAN les pays nordiques apeurés, en confirmant la Russie comme ennemi désigné.

L'OTAN, diagnostiquée il y a peu encore en état de « mort clinique », révèle aujourd'hui une « Europe de la défense » elle-même en mort clinique véritable, et totalement dépendante et subordonnée aux objectifs des USA et de leurs armements (Lockheed!). Les pays européens s'équipent en

armements états-uniens et abandonnent ce qui constituait encore, il y a peu, des projets majeurs communs (avions, chars).

Les pays de l'OTAN sont invités expressément à se positionner en alliés des USA, sur Taiwan et sur une future guerre avec la Chine – dans les 10 ans à venir – avec la création de l'AUKUS dans le Pacifique (Australie, Royaume-Uni, USA). Ce serait une guerre sur les mers, et le chef d'état-major de la Marine a déjà réclamé par voie de presse à Macron les 12 frégates nécessaires pour barrer la route à la flotte chinoise.

## Ce que le président de la République a annoncé

« Transformer nos armées », La France « prête aux périls du siècle », promet Emmanuel Macron le 20 janvier sur la base aérienne de Mont-de-Marsan (BA118).

**Transformer nos armées : le président de la République présente le nouveau projet de loi de programmation militaire.** *Élysée, <elysee.fr>*

- Le renforcement de la souveraineté.
- L'anticipation de la haute intensité.
- La défense des espaces communs.
- Le renouvellement des partenariats.

Dans le cadre de la future loi de programmation militaire, Emmanuel Macron a promis un budget de 413 milliards d'euros sur sept ans, entre 2024 et 2030 (en tenant compte de recettes extrabudgétaires). Cela conduit à un

doublément du budget militaire entre 2017 et 2030, afin, dit-il, de transformer l'armée alors qu'avec la précédente LPM (2019-2023), il s'agissait selon lui de « réparer » l'armée française de la régression de ses budgets. C'est donc un budget supérieur d'un tiers à la précédente LPM (295 milliards), sur fond de retour de la guerre en Europe (sans oublier que la guerre a déjà été présente en Europe, avec l'OTAN, lors du démantèlement de la Yougoslavie).

Le ministre Sébastien Lecornu annonce lui une LPM pour rester une puissance mondiale, comparable aux choix des années 1960 dans la course à l'atome et à un autre modèle d'armée ! Car, dit-il, n'espérons pas gagner une bataille en 2030 avec les équipements des années 2020, les sauts technologiques étant de plus en plus rapides.

La LPM, dont la nouvelle enveloppe budgétaire sera toutefois tempérée par l'inflation et l'explosion des coûts de l'énergie, devrait être soumise au vote du Parlement d'ici l'été 2023.

« La loi de programmation militaire traduit les efforts pour les armées à proportion des dangers, c'est-à-dire considérables... Nous devons avoir une guerre d'avance pour être prêts à des guerres plus brutales, plus nombreuses et plus ambiguës à la fois », a commenté le Président devant un parterre de hauts gradés. La France entend rester une puissance respectée et un partenaire (OTAN) crédible, comme le souligne la dernière revue nationale stratégique.

– renforcement des composantes de la dissuasion nucléaire française et poursuite de la modernisation auxquelles 5,6 milliards d'euros de crédits de paiement sont consacrés cette année ;

– combler les lacunes dans le domaine des drones et des munitions rôdeuses. Drones et défense aérienne renforcée de 50 % (Usine de drone sous-marin annoncée par Naval Groupe à La Londe dans le Var) ;

– les capacités cyber sont « très sensiblement renforcées » pour une « capacité de premier rang » ;

– le budget alloué au renseignement militaire augmente de 60 % sur la période 2024-2030. Le budget de la Direction du renseignement militaire (DRM) et de la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) seront doublés ;

– 50 chars Leclerc de bataille (200) rénovés supplémentaires pour Nexter, commandés en décembre 2022. 18 des 50 chars commandés en 2021 devraient être livrés en 2023 ;

– en mars 2023, Sébastien Lecornu annonce à la presse, le projet de porte avion pour 2030 ?

– développer une « économie de guerre », il a aussi été demandé aux industriels de « raccourcir drastiquement les cycles de production », « ne pas céder à la sur-sophistication » et « adapter plus vite nos équipements ». Les coûts et la maintenance doivent être réduits par « un effort combiné État-industrie » ;

– adapter l'armée aux risques de conflit interétatique majeur (« haute intensité »), dans un contexte géostratégique de plus en plus tendu, afin de « ne pas subir » ;

– la France doit aussi être capable, « si les circonstances l'imposaient », de « construire et de commander une coalition de premier rang avec ses partenaires ». Cela implique de pouvoir déployer une capacité interarmées de 20 000 hommes ;

– l'Outre-mer fera lui l'objet d'investissements supplémentaires en termes d'équipements et d'effectifs, particulièrement dans le Pacifique et l'Océan Indien, « aux premières loges des possibles confrontations de demain », notamment dans l'Asie-Pacifique, où la Chine est désignée ;

– doubler le nombre de réservistes opérationnels, actuellement au nombre de 40 000. Un réserviste pour deux militaires d'active, afin dit-il de renforcer la « force morale » de la nation, avec un Service national universel, le SNU à partir de la seconde de l'Éducation nationale, qui devait être présentée le 29 mars à Toulon, département pilote.



**Fabien Roussel,**

*secrétaire national du PCF,*

*député du Nord*

# IV. Ukraine : Agir pour la paix, en priorité

**Déclaration publiée le 23 février 2023**

Il y a un an, le régime nationaliste de Vladimir Poutine prenait la décision criminelle de lancer une guerre à grande échelle contre l'Ukraine.

Depuis un an, se multiplient les bombardements de populations civiles et les crimes de guerre. Des centaines de milliers de victimes, civils et militaires, ont payé de leur vie cette agression contre la souveraineté du peuple d'Ukraine. Comme nous le faisons depuis le premier jour, nous condamnons radicalement Poutine, responsable de cette tragédie.

Après tant de sang versé, cette folie guerrière doit être stoppée et la paix mise à l'ordre du jour de toutes les discussions!

Tout doit être mis en œuvre pour trouver le chemin d'un règlement politique, sous l'égide de l'ONU, permettant de restaurer la souveraineté de l'Ukraine, d'établir des garanties de sécurité pour tous les pays de la région, pour l'Ukraine, pour la Russie, et de réunir les conditions d'une paix juste et durable et d'une sécurité collective sur tout le continent européen.

La paix et le progrès social en Europe sont intimement liés. Car la guerre est une raison de plus, utilisée par les classes dirigeantes, pour imposer des politiques d'austérité et des sacrifices toujours plus importants au monde du travail. Ce sont toujours les mêmes qui en paient le prix fort.

C'est pourquoi nous refusons, contrairement à d'autres, d'inscrire cette guerre dans un temps long. Nous refusons de suivre les appels de ceux qui veulent nous entraîner dans une guerre contre la Russie au risque de plonger l'Europe dans le chaos d'une guerre mondiale.

Nous appelons la France à choisir le camp de la paix et à retrouver une diplomatie indépendante et constructive en arrêtant de s'aligner systématiquement sur l'OTAN et les États-Unis.

Le PCF appelle ainsi le gouvernement français à répondre positivement aux appels pour la paix du secrétaire général de l'ONU, du pape François et aux propositions des pays du Sud qui, lors de la conférence de Munich, ont appelé à la création d'un groupe de contact pour la paix sous l'égide de l'ONU. Créons un groupe de pays, incluant de grandes nations comme le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud, la Colombie, le Mexique et tant d'autres en faveur de la paix et pour un désarmement global et multilatéral.

Membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la France dispose d'une voix forte qu'elle doit mettre au service d'un message universaliste.

Notre pays doit en finir avec une politique soufflant alternativement le chaud et le froid. Il doit se mettre au service de la recherche d'un règlement politique pour mettre fin aux souffrances et aux destructions et pour stopper la marche à la guerre.

Car pour trouver une issue politique et diplomatique à cette guerre en Europe, il faudra aussi accepter de discuter des choix politiques faits en Europe ces trente dernières années, qui n'ont eu de cesse d'étendre les bases militaires de l'OTAN aux portes de la Russie, contrairement aux engagements pris lors de la chute de l'URSS. Il faudra bien aussi travailler à la réunion d'une conférence paneuropéenne de sécurité collective, dépassant la logique de blocs portée par l'OTAN.

Depuis un an, si les pays de l'Union européenne ont déclaré apporter leur soutien à l'Ukraine par la livraison d'armes défensives, ils ont aussi pointé des lignes rouges à ne pas franchir afin d'éviter toute extension du conflit et l'embrassement de toute l'Europe.

Mais ces lignes sont sans cesse franchies. Des armes offensives, susceptibles d'atteindre le sol russe sont désormais fournies au gouvernement de l'Ukraine. Pour quels objectifs?

Sous injonction de l'OTAN, les pays européens annoncent des plans de réarmement massifs, qui vont bien au-delà des besoins de leurs défenses nationales.

La France et la Pologne font exploser leur budget militaire. L'Allemagne se réarme également, rompant avec sa tradition pacifiste adoptée après la défaite du nazisme.

Ces logiques de surarmement, de livraison d'armes offensives sont extrêmement dangereuses. Jusqu'où iront ces surenchères aventureuses? Les pays de l'Europe, nos armées, nos enfants doivent-ils se préparer à entrer en guerre contre la Russie?

Les Français doivent savoir. Pour le PCF, il est urgent de stopper cet engrenage.

C'est pourquoi nous appelons à l'ouverture dans les plus brefs délais, au Parlement, d'un débat sur les objectifs de la diplomatie française dans ce conflit et sur la livraison d'armes à l'Ukraine.

Le PCF appelle à participer partout en France aux manifestations pour la paix, organisées par le collectif national des Marches pour la paix les 24 et 25 février dans de nombreuses villes de notre pays. Il est solidaire des manifestations pour la Paix qui ont lieu au même moment en Europe et dans le monde.

DOSSIER

# V. Pour une France des Jours heureux ! « Une France souveraine dans une Europe de sécurité et de paix »

*Les auteurs de cet appel collectif s'inscrivent dans le débat auquel Économie&Politique veut contribuer par la publication de ce dossier.*

Les communistes français proposent à notre peuple, à la France, d'aller vers des « jours heureux » en s'opposant à toute forme d'impérialisme. Cela conduit tout naturellement à ce que notre pays se dote et dispose de moyens d'indépendance et de souveraineté le garantissant d'éventuelles pressions ou agressions qu'il aurait à subir, que ce soit militairement, économiquement ou autres...

Cinquième puissance mondiale, la France dispose de nombreux moyens technologiques et industriels, que ce soit par la promotion de ses connaissances, des matériels et des outils qu'elle détient dans l'ensemble des secteurs liés à la sécurité et à la défense.

Hérité de son histoire, notre pays possède le deuxième domaine maritime mondial correspondant à des territoires peuplés et répartis sur quatre océans. La France, « le pays où le soleil ne se couche jamais », doit développer une flotte de surface polyvalente, capable d'assurer la sécurité et la souveraineté dans ses départements et régions d'outre-mer et collectivités d'outre-mer (DROM-COM). Elle doit être en mesure de faire respecter les accords internationaux sur la pêche et la navigation ou sur l'exploitation des fonds marins en haute mer tout en renforçant les moyens alloués aux garde-côtes dans la lutte contre les trafics en tout genre et la piraterie moderne.

Au regard de la situation internationale actuelle et compte tenu de la paupérisation de nos forces armées conventionnelles, la dissuasion nucléaire française doit être maintenue (dans le cadre des négociations au sein de l'ONU) à un niveau suffisamment opérationnel pour rester crédible et assurer nos libertés de choix et la sécurité du territoire national exclusivement. La dissuasion nucléaire doit à nouveau, comme l'ensemble de la Défense nationale, revenir au principe de défense tous azimuts et, de ce fait, privilégier la Force océanique stratégique sous-marine. Concernant la composante nucléaire de l'armée de l'air, celle-ci prédétermine *de facto* un ennemi. Son efficacité mériterait inventaire. Aussi, il serait envisageable d'en faire l'économie, voire de la supprimer.

En outre, une réflexion doit être engagée concernant la construction d'un nouveau porte-avions nucléaire (PAN). Arme de projection des forces performante certes mais particulièrement onéreuse et militairement vulnérable, il ne se justifie à l'heure actuelle que dans le cadre du Traité de l'Alliance Atlantique Nord. Le PAN Charles de Gaulle transformé en « supplétif américain » est un non-sens historique. Aussi, l'annonce de réaliser pour 2038 un nouveau porte-avion à propulsion nucléaire (PAN2), revient à priver notre Marine nationale de moyens (navires) supplémentaires, essentiels à l'accomplissement de ses missions de défense, de sécurité et de souveraineté. Surtout si on veut un budget contenu (2 % du PIB), laissant des marges suffisantes pour financer d'autres domaines comme les secteurs publics de la santé ou de l'éducation avec l'amélioration des services publics. Ce triptyque détermine et conditionne le niveau d'efficacité économique et social de notre pays. *(Le détournement des finances publiques et in fine de la Sécurité sociale vers la rentabilité des entreprises (140 milliards d'euros par an, plus que l'Éducation et la Défense réunis) a grandement affaibli l'économie française et suscite des millions de suppressions d'emplois, un chômage structurel, au profit des délocalisations par ces mêmes groupes bénéficiaires de l'argent public.)*

Dans le domaine militaire, la France doit se doter d'une force conventionnelle dissuasive qui ne soit pas destinée exclusivement aux opérations extérieures, voire à des ennemis et territoires prédéterminés. Cette force conventionnelle doit avoir pour objectif la défense de ses territoires, des intérêts économiques du pays et de ses ressortissants à travers le monde avec des moyens adaptés à ces objectifs et susceptibles, le cas échéant, de bénéficier d'un large soutien populaire dans sa composition.

Une réflexion citoyenne doit être engagée sur la nécessaire réforme de nos forces armées vers une Armée mixte, renforçant le lien Armée-Nation entre autres et garant de notre démocratie. Projet qui ne correspond en rien avec celui du gouvernement et du président Macron qui tente de dévoyer

l'éducation nationale en transformant les enseignants en « sergents recruteurs » au profit de l'armée professionnelle par le biais du Service national universel.

« La Défense est l'affaire de tous les citoyens », d'autant que la professionnalisation des forces Armées a conduit à l'inflation exponentielle des budgets militaires et à la sophistication sans fin de ses armements. Pour le plus grand bénéfice des groupes financiers et industriels dont les premiers sont les groupes états-unis, faut-il le rappeler.

Dans le domaine industriel en général et dans les secteurs de l'armement et des équipements militaires plus particulièrement, la France doit être indépendante en regroupant ces secteurs au sein d'un « Pôle public industriel » (PPI). Les investissements consentis par la nation dans ce PPI ne seront pas destinés à asseoir la rentabilité des capitaux des industriels ni à assurer les dividendes de leurs dirigeants. Les investissements consentis et les avancées technologiques réalisées doivent être partagés par ces groupes vers et pour des productions civiles utiles, voire leurs propres reconversions. Cela permettrait certainement d'éviter comme les récents fiascos du Président Macron avec Naval Groupe, dont les Américains ont détourné les commandes de sous-marins destinés à l'Australie pour 37 milliards de dollars, et le refus (bien venu) de l'Union européenne, sous l'oukase de l'Allemagne, de la fusion de Fincantieri (Italie) avec Naval Groupe (France) qui conduit notre pays à ne plus être en capacité de produire des navires.

L'OTAN n'existe que par la domination politique, économique et technologique des États-Unis, consentie par ses membres, dont les trois derniers présidents français ont participé à réintégrer les commandements et les structures aux standards que seuls les États-Unis autorisent. L'OTAN n'est plus de circonstance depuis la dissolution en 1991 du Pacte de Varsovie. Trente années plus tard, la France est entraînée dans les intérêts géopolitiques quasi exclusifs des USA.

L'actualité le démontre, l'OTAN est un traité qui n'est pas réformable en l'état. La guerre en Ukraine confirme qu'il est temps d'œuvrer à une sécurité collective consentie et partagée en Europe avec les BRICS (groupe de cinq pays qui se réunissent depuis 2011 en sommets annuels : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), par l'action concertée au sein de l'ONU.

Cette domination de l'OTAN connaît depuis les présidences Sarkozy-Hollande-Macron une forte accélération, mettant en jeu notre souveraineté industrielle et technologique (GAFA, NSA, MICROSOFT, GPS, etc.).

Nous ne sommes pas les seuls en France à nous en inquiéter. Les concepts états-unis de concurrence, même avec l'Europe, transforment *de facto* celle-ci d'alliée des années 1940, à celle de vassale du XXI<sup>e</sup> siècle, ainsi que le dénoncent maints partisans de la souveraineté.

En outre, la désignation de la Chine comme ennemie potentiel de l'OTAN et de l'AUKUS (Accord de coopération militaire tripartite entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie), montre le refus des Américains du multilatéralisme mondial et la poursuite de ses ambitions impérialistes militaires, activant les tensions à Taïwan et en Corée.

« La Paix par la Force », tel est le nouveau concept du gouvernement américain qui œuvre pour une mondialisation

dans l'exploitation destructrice de la nature et des hommes. Ce concept majoritairement rejeté par l'opinion publique et une majorité des pays au sein de l'ONU révèle toute sa nocivité pour l'Humanité.

Dans ces conditions, la perspective communiste de construction d'une société des « jours heureux » vient frontalement en opposition avec l'approche messianique des puissances impérialistes, qui seraient pour certains le dernier rempart face aux crises de société, aux menaces financières et guerrières et à la société de solidarité et de fraternité que nous aurions l'outrecuidance de vouloir construire.

Ce projet peut être un immense espoir en Europe, comme pour tous les peuples des continents qui n'aspirent à l'Ouest comme à l'Est, au Sud comme en Asie qu'au bien-être et à vivre dignement. Ces aspirations n'en sont que plus dangereuses pour l'ultralibéralisme financier et économique, pour leur leader mondial, les États-Unis d'Amérique qui s'emploient sans cesse à susciter et organiser les conflits à travers sa sphère d'influence soit par la force du dollar soit par la force militaire.

Aussi la France a toutes les raisons éthiques, économiques et politiques de s'éloigner et de rompre au plus vite avec l'Organisation militaire de l'OTAN en Europe comme dans l'outre-mer. Créer les conditions pour mettre en place un processus de notre sortie, comme en 1966, de l'OTAN par un refus systématique, comme ce fut le cas en 2003 avec la guerre contre l'Irak. Refuser toutes les prétentions américaines de faire prévaloir leurs lois sur celle des nations (extra-judicialisations). Refuser la prétention étasunienne d'avoir un droit de regard sur nos activités industrielles à l'exportation et à la circulation des personnes dans le monde.

Pour cela, nous ne sommes pas seuls. Nous devons dynamiser et soutenir la francophonie qui est une richesse pour notre pays, reléguant la Françafrique à son passé colonial désavoué par l'histoire, au profit d'échanges et intérêts communs partagés.

### Cosignataires :

Jean-Charles Schmidt, Franconville, 95 ; Paul Huttli, Arsenal Toulon, 83 ; Marc Dorel, Thales-Grenoble, 38 ; Christophe Monty, 45 ; Maurice Pytkiewicz, 75018 ; Jean-Jacques Desvignes, Aero 92 ; Christophe Maillot, 93 ; Yvan Lavallée, Arcachon, 33 ; Michel Camatte, Syndicaliste National Défense, 83.

### Références

– Stéphanie Gwizdak (Thales La Défense, 92), « 413 milliards, pour quoi faire ? », *Économie & Politique*, n° 822-823 (janvier-février 2023), <<https://www.economie-et-politique.org/2023/03/16/loi-de-programmation-militaire-413-milliards-pour-quoi-faire/>>.

– Emmanuel Macron, *Transformer nos armées : le président de la République présente le nouveau projet de loi de programmation militaire.*, Mont-de-Marsan, 20 janvier 2023, <<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2023/01/20/transformer-nos-armees-le-president-de-la-republique-presente-le-nouveau-projet>>.

# VI. Sortir de l'OTAN

**La France doit œuvrer pour une dénucléarisation du continent européen.**

Au regard de la situation internationale actuelle et compte tenu de la paupérisation de nos forces armées conventionnelles, la dissuasion nucléaire française doit être maintenue à un niveau de suffisance pour rester crédible et assurer notre liberté de choix. Elle doit redevenir, comme la Défense nationale, tous azimuts et privilégier la Force océanique sous-marine. Nous devons supprimer la composante aérienne qui pré-désigne un ennemi potentiel et dont l'efficacité mérite inventaire.

Deuxième puissance maritime par son histoire en tant que zone économique réservée, la France doit développer une flotte de surface pouvant assurer la sécurité et la souveraineté des outre-mers, faire respecter les accords internationaux sur la pêche dans nos eaux, lutter contre les trafics en tout genre, faire appliquer les traités internationaux interdisant l'exploitation des fonds marins en haute mer. Face à ces choix, nous devons engager une réflexion quant à la réalisation d'un nouveau porte-avions, arme de projection extérieure ne se justifiant que dans le cadre de l'Alliance atlantique, et privant notre Marine de moyens essentiels.

La France ne doit pas s'engager dans une nouvelle course aux armements. Elle doit être force de proposition et d'entraînement, militer et œuvrer pour une dénucléarisation du continent européen.

Proposer à notre peuple d'aller vers des jours heureux, en s'opposant à toute forme d'impérialisme militaire économique ou culturel, impose à notre pays que ses moyens de souveraineté soient au niveau de la riposte aux possibles pressions, voire des agressions que la cinquième puissance du monde pourrait décourager.

L'OTAN n'existe pas sans la domination américaine, politique et économique, consentie par ses membres. Ce traité n'est pas réformable. Il impose les standards américains en matière de technologie et d'armements. C'est son pré carré. Cette domination a pris depuis la Présidence Sarkozy une forte accélération, mettant en jeu notre souveraineté industrielle et technologique (GAFA, NSA, MICROSOFT, GPS). Nous ne sommes pas les seuls en France à nous en inquiéter : un livre récemment paru sous le titre *Qui est l'ennemi ?* cite les États-Unis, et des initiatives doivent être prises par notre Parti pour fédérer ces différents groupes.

Dans ces conditions, la construction d'une société des « jours heureux » vient frontalement en opposition avec l'approche messianique de la Puissance impériale, qui serait, pour certains, le dernier rempart face à la société que notre peuple voudrait construire. Ce projet serait un immense espoir en Europe à l'Ouest comme à l'Est : il n'en serait que plus dangereux pour l'ordre établi.

Dans ces conditions, sortir au plus vite de l'organisation militaire de l'OTAN, créer un processus de départ de l'OTAN par un refus de souscrire à toutes décisions visant à contre-carrer la volonté de notre peuple ; refuser toutes les prétentions américaine d'extrajudicialisations d'une part, et refuser la prétention étatsunienne d'avoir un droit de regard sur nos activités industrielles à l'export. Concevoir une coopération libre et non contrainte et voir particulièrement avec une dynamisation de la Francophonie une richesse pour notre pays, loin de la FrancAfrique.





# VII. ■ En Ukraine, deux économies de guerre face à face

*Un an après l'invasion de l'Ukraine, l'accès progressif à certaines informations initialement secrètes ainsi que la multiplication et le croisement des analyses permettent une meilleure compréhension de ce conflit de haute intensité en Europe. Une éventualité face à laquelle notre Défense doit se tenir prête. C'est aussi la possibilité de comparer et d'évaluer les choix des belligérants qui sont mis à l'épreuve sur le terrain.*

Encore faut-il garder à l'esprit quelques éléments de comparaison sur les opérations militaires et ne pas perdre de vue les dimensions du théâtre des opérations: l'Ukraine est l'un des plus grands pays d'Europe. Ces éléments permettent de mieux apprécier la performance de l'armée russe qui, malgré impréparation, erreurs et lacunes bien réelles révélées sur le terrain, a pu, dans son offensive initiale, neutraliser les forces aériennes ukrainiennes, désorganiser ses centres de commandement, mener une offensive coordonnée sur trois axes, pénétrer profondément en territoire ukrainien et menacer sa capitale. Une stratégie classique des armées modernes visant à briser la volonté de résistance par une action rapide et décisive s'appuyant sur la supériorité des moyens (technologique, opérative, quantitative, qualitative, etc.) pour provoquer un effet de sidération.

De fait, des négociations entre la Russie et l'Ukraine sont alors rapidement initiées sous le parrainage d'Israël puis de la Turquie. Ces négociations auraient été proches de conclure dès la fin du mois de mars 2022. Elles échouent finalement du fait de l'intervention des puissances occidentales qui apportent leur soutien au gouvernement ukrainien en lui procurant une « profondeur stratégique matérielle » (équipements, armements, munitions, informations satellites, moyens de commandement...) d'autant plus appréciable que la faiblesse des effectifs engagés par la Russie ne lui permet pas de pousser beaucoup plus son avantage. La stabilisation de la situation est un succès contrebalancé par la résilience économique de la Russie qui a relativement bien encaissé les sanctions occidentales.

## Une guerre d'attrition

Inévitablement, la guerre change d'aspect. Le modèle dynamique initial laisse place à une guerre d'attrition que, très probablement, aucun des belligérants n'avait souhaitée. La Russie, qui adapte son dispositif et ses moyens (concentration de l'armée russe sur le Donbass, mobilisation de 300 000 soldats en septembre, commutation vers une économie de guerre) et qui n'apparaît déclassée dans

aucun domaine de technologie militaire, semble bien préparée à cette guerre. Une surprise peut-être au vu, notamment, d'un budget de défense en apparence assez moyen (65 milliards de dollars en 2019, voir tableau). Comment expliquer ce paradoxe et, comparativement, quels enseignements en tirer pour notre défense et notre souveraineté?

La comparaison des budgets en matière de défense est souvent réalisée en dollars, plaçant la Russie un peu au-dessus de la France, de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne. D'évidence, cela ne correspond pas à la réalité et certains experts préfèrent une comparaison basée sur la parité du pouvoir d'achat qui amène les dépenses de défense de la Russie à environ 200 milliards de dollars. Par ailleurs, la Russie fabrique la plupart de ses armes et importe peu d'équipements, ce qui permet des dépenses militaires effectives en roubles beaucoup plus importantes que si elles étaient faites à l'étranger en dollars. Enfin, l'État russe est attentif à limiter les profits des industriels du secteur de la défense. Si cette politique génère une bulle de la dette, elle permet aussi d'obtenir une production plus importante par rapport à d'autres secteurs. Ainsi, la Russie, qui reste une puissance économique, dispose d'un budget de défense suffisant pour maintenir une armée conventionnelle capable de défier les États-Unis.

La France est également une puissance économique respectable avec un budget défense conséquent. Et pourtant, la guerre russo-ukrainienne a consommé en un an 10 fois les stocks français de chars, plus de 20 fois les stocks de systèmes de défense sol-air et la moitié des stocks d'avions de combat. Pourquoi un tel écart de moyens disponibles?

## Deux logiques de production d'armements

La Fédération de Russie dispose d'un arsenal conventionnel hérité de l'URSS et dimensionné pour une large armée de conscription. L'importance de l'attrition lors de la « Grande

Guerre patriotique » a conduit à une logique anticipant la faible durée de vie des véhicules en combat et privilégiant la « cannibalisation » et le remplacement complet à la récupération et la réparation. Ce choix a dimensionné toute la production pour une production de masse cohérente et étalée dans le temps favorisant l'amélioration fréquente d'un modèle. Le stockage et le maintien en conditions opérationnelles sur le long terme sont envisagés dès la conception. Ils permettent aujourd'hui à la Russie de maintenir son effort de guerre contre l'Ukraine malgré les pertes subies. Les Occidentaux adoptent une approche différente, fondée sur la conception de générations de systèmes conçus pour durer au moins deux décennies (souvent trois ou quatre) avec d'importants sauts qualitatifs basés sur des ruptures technologiques qui amènent fréquemment à reprendre le développement très en amont. Dans le cas de la France, la politique des stocks a été repensée dans le but d'économiser sur les coûts de maintenance et d'infrastructure. Les stocks ont globalement disparu entre 2007 et 2016. Il s'ensuit une logique de fonctionnement en flux tendus s'étendant jusqu'aux munitions et aux parcs opérationnels. Un système vulnérable aux crises exogènes ou aux événements imprévus, et qui limite la capacité de la France à peser sur certains conflits extérieurs.

En matière d'armement, les Occidentaux se montrent friands d'armes de haute technologie fortes consommatrices d'investissements en recherche & développement. Des produits spécifiques à forte valeur ajoutée très performants mais aussi souvent fragiles, onéreux et exigeant un outil industriel de pointe, des ouvriers très qualifiés ainsi qu'une grande quantité de matières premières et de sous-éléments importés (composants électroniques par exemple). Contrepartie de cette haute technologie, les stocks sont limités par souci d'économie et l'outil industriel n'est pas dimensionné pour produire en masse : les volumes livrés restent faibles et les cadences de production relativement lentes. Les capacités d'exportation de matériel militaire permettent de maintenir un volume minimal de production mais ne permettrait d'augmenter fortement les cadences. La sophistication croissante du matériel militaire entraîne un renchérissement rapide des prix et augmente le risque d'entrer dans un cercle vicieux : la réduction des commandes et des séries accroît le coût unitaire des matériels, incitant à un accroissement des performances, lui-même cause d'une augmentation des coûts... La base industrielle et technologique de la défense (BITD) ainsi fragilisée devient particulièrement sensible aux ventes de ces équipements très perfectionnés.

Grand consommateur de matériel, un conflit de haute intensité l'est également de missiles, de munitions d'artillerie mais aussi de munitions de petit calibre. L'armée ukrainienne utilise entre 5 000 et 6 000 obus d'artillerie par jour et la Russie quatre fois plus. C'est bien au-delà de la capacité de production française mais aussi américaine, même avec l'objectif de monter la production de 15 000 à 90 000 obus par mois. C'est un problème de dimensionnement de l'outil industriel qui ne peut être résolu ni facilement et ni rapidement car il exige des machines de production et du personnel très qualifié. La situation est encore plus délicate pour les munitions de petit calibre dont l'industrie a été classée non stratégique, conduisant, exemple des plus déplorable, à la vente de Manurhin, le leader mondial des machines de production de munitions petit calibre. La France se place au troisième rang mondial dans l'exportation d'armement militaire de haute technologie mais est aujourd'hui l'un des rares pays au monde à ne pas assurer ses propres besoins d'équipements individuels.

Les armes de précision ou guidées représentent aujourd'hui la quasi-totalité des munitions utilisées par les forces occidentales (Sahel, Irak, Syrie). Leur emploi est censé limiter les dommages civils collatéraux mais permet surtout de compenser, par l'amélioration de la précision, la réduction du nombre de vecteurs (aéronefs, artillerie) susceptibles de les délivrer. Dès les années 1960, les États-Unis ont commencé à développer des armements guidés pour remplacer les calculateurs de bombardements jugés moins efficaces. L'Union soviétique a continué à baser la précision de ses bombardements sur le développement de ces calculateurs, un équipement qui, même s'il reste moins précis qu'une bombe guidée, peut se révéler très suffisant dans beaucoup de cas pour un coût bien moindre : une bombe guidée est 100 à 600 fois plus chère qu'une bombe non guidée !

## Une industrie de défense française pilotée par la rentabilité des grands groupes

D'une manière générale, l'industrie de défense est confrontée à un risque de coûts irrécouvrables qui nécessite de sécuriser les débouchés industriels. En France, le secteur se caractérise par une faible concurrence, une structure de marché oligopolistique où dominent des champions nationaux et un large recours aux financements de l'État. Les investissements dans la R & D militaire trouvaient une justification dans le rôle moteur de la R & D de défense et le modèle des retombées technologiques civiles de ces investissements.

Les années 1990 ont marqué un tournant tant du fait de la disparition de l'URSS que de la dynamique d'innovation qui passe de plus en plus à la R & D civile : la R & D défense ne tient plus devant le rythme d'innovation du secteur civil et n'est plus perçue comme un entraîneur technologique. Cependant, cette industrie arrive à maintenir sa singularité structurelle et sa stratégie industrielle des petites séries de produits très innovants à forte valeur ajoutée. Elle recherche aujourd'hui sa légitimité dans le concept de dualité civilo-militaire et les changements n'ont pas remis fondamentalement en cause la R&D de Défense ni dans ses objectifs et ni dans ses moyens. La concentration industrielle a conduit à la création de grands groupes de défense : Airbus Group (ex-EADS), Naval Group (ex-DCNS), Thales, Safran, Dassault, KNDS (ex-Nexter), MBDA et RTD. En 2014, ils perçoivent 96 % des financements publics en R & D de défense destinés aux entreprises. La primauté donnée à la performance technologique permet en outre à ces industriels qui spécialisent leurs actifs dans la R & D de défense de réduire la concurrence en posant des barrières à l'entrée sur ces marchés.

La catégorie des technologies à forte valeur ajoutée satisfait facilement l'objectif de rentabilité économique en permettant de forts gains financiers tout en évitant notamment les lourds investissements industriels. Et c'est bien ce modèle qui séduit notre industrie de défense malgré sa dépendance aux exportations nécessaires pour maintenir un socle de production minimum. Cependant la vente de ces systèmes d'armes ne va pas sans difficultés car les pays développés et spécialement ceux de l'Alliance Atlantique restent, pour les matériels majeurs, une chasse gardée des États-Unis. La France a dû se doter dès les années 1960 d'une doctrine d'exportation incluant d'autres pays dont un certain nombre, s'ils disposent d'importants moyens financiers, ne sont pas très regardants sur la question des droits humains. Une politique d'exportation dénoncée régu-

lièrement comme opaque et à l'origine de plusieurs scandales politico-financiers. Les enjeux financiers sont en effet énormes et en général garantis par l'État tant par des aides pour les travaux de R & D que pour garantir d'éventuels défauts de paiement.

On comprend que ce modèle, séduisant pour des actionnaires attentifs à leurs dividendes, ne soit pas nécessairement efficace pour construire un outil de défense nationale en investissant au mieux l'argent public pour les besoins de la nation.

Ne serait-il pas temps de repenser la dualité civilo-militaire dans une autre direction en exploitant autant que possible les ressources de la R & D civile et de ne mener de travaux spécifiques que sur des cas exceptionnels. Cela ne permettrait-il pas de trouver un meilleur équilibre entre les contraintes de souveraineté technologique qui conditionnent l'autonomie de mise en œuvre et les besoins d'interopérabilité indispensables à la coopération internationale? En Europe occidentale, cela pose la question du rapport à l'OTAN et à la place prépondérante qu'y tiennent les États-Unis capables d'imposer des technologies souveraines mais indispensables pour la mise en œuvre des standards d'interopérabilité et ainsi de « vassaliser » la politique de défense européenne. Pourquoi persister dans un modèle qui ne permet pas à la nation de disposer des moyens de sa défense et de sa souveraineté? Un modèle qui ne survit que par son aptitude à rapporter des dividendes aux actionnaires des grands groupes de défense et par leur influence.

Pourquoi persister à considérer les armes comme une marchandise ordinaire, un peu plus stratégique peut-être, mais sans mettre en avant les questions morales et éthiques sous-jacentes quant à leur utilisation et à la volonté de mener une politique de paix et de sécurité permettant de construire le désarmement dont l'humanité a besoin? Poser ces questions, c'est renforcer la volonté et l'énergie de construire collectivement autre chose pour le bien de tous.

## Bibliographie

- Bruno Tertrais, *Atlas militaire et stratégique*, Éditions Autrement, 2008.
- Olivier Dujardin, *Les Armements guidés: une imposture?*, Centre Français de Recherche sur le renseignement (Cf2R), janvier 2018.
- Michael Kofman and Richard Connolly, *Why Russian Military Expenditure Is Much Higher Than Commonly Understood (As Is China's)*, *War on the Rocks*, mis en ligne le 16 décembre 2019.
- Sylvain Moura, « La R & D de défense en France: quels changements depuis la guerre froide? », *Revue de la régulation*, 28 | 2<sup>nd</sup> semestre/Automne 2020, mis en ligne le 31 décembre 2020.
- Olivier Dujardin, *Guerre de haute intensité: « High Tech » ou « Low Tech »?*, Centre français de recherche sur le renseignement (Cf2R), avril 2020.
- Julien Maire, « La Souveraineté Technologique: au-delà du dogme », *La Vigie*, mis en ligne le 12 mars 2022.
- Aymeric Elluin et Sébastien Fontenelle, *Ventes d'armes, une honte française*, Le passager clandestin, 2021.
- Léo Péria-Peigné, « Stocks militaires: une assurance-vie en haute intensité? », *Focus stratégique*, n° 113, IFRI, décembre 2022.
- Sophie Bourdeau, *Démantèlement de l'industrie de munitions petit calibre: une faille dans notre système de défense nationale*, École de Guerre Économique, mis en ligne le 13 octobre 2022.
- Éric Denécé, *Quand le brouillard de la guerre commence à se dissiper...*, Centre français de recherche sur le renseignement (Cf2R), février 2023.
- Public Sénat, *Ukraine: le Sénat appelle la France à se préparer de nouveau à « une guerre de haute intensité »*, mis en ligne le 9 février 2023.
- Sylvie Kauffmann, « Guerre en Ukraine: "Pourquoi les usines de munitions d'Europe ne tournent-elles pas à plein régime?" », *Le Monde*, mis en ligne le 15 février 2023.
- Jacques Sapir, « Le commerce russe est revenu progressivement à son niveau d'avant les sanctions », *Marianne*, mis en ligne le 8 février 2023.

## Encadrés de comparaison

<p><b>Guerre du Golfe (1990-1991)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Superficie de l'Irak : 435 052 km<sup>2</sup>.</li> <li>• Coalition 956 000 soldats</li> <li>• Irak : 650 000 soldats irakiens.</li> <li>• Rapport attaquant/défenseur : 1,47</li> </ul>	<p><b>Ukraine au début de l'opération spéciale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Superficie de l'Ukraine : 576 604 km<sup>2</sup></li> <li>• Russie : 234 000 soldats (dont Donetsk : 20 000 ; Louhansk : 14 000)</li> <li>• Ukraine : 209 000 soldats et 102 000 paramilitaires.</li> <li>• Rapport attaquant/défenseur : 0,86</li> </ul>
<p><b>Bataille de Mossoul (17/10/2016 - 10/07/2017)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Population : 2 721 096 (2008)</li> <li>• Durée : 8 mois et 23 jours</li> <li>• Coalition : évalués à 100 000 soldats</li> <li>• État Islamique : entre 3 000 à 12 000 combattants</li> </ul> <p><b>Bataille de Marioupol (21/04/2022-20/05/2022)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Population : 431 859 (2021)</li> <li>• Durée : 2 mois et 26 jours</li> <li>• Russie : 14 000 soldats</li> <li>• Ukraine : entre 3 500 et 8 100 soldats</li> </ul>	<p><b>Dépenses de défense en 2019 en dollars courants</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. États-Unis : 732</li> <li>2. Chine : 261</li> <li>3. Inde : 71,1</li> <li>4. Russie : 65,1</li> <li>5. Arabie saoudite : 61,9</li> <li>6. France : 50,1</li> <li>7. Allemagne : 49,3</li> <li>8. Royaume-Uni : 48,7</li> <li>9. Japon : 47,6</li> <li>10. Corée du Sud : 43,9</li> </ol>

## VIII

# Pertes de souveraineté dans les industries de défense : changer de modèle économique !

**Sylvain DELAITRE,**

ancien auditeur de l'IHEDN et du CHEAr (École militaire Paris)

Ingénieur-chercheur dans l'industrie de Défense

Membre du collectif confédéral CGT « Paix et désarmement »

**Un état des lieux de l'affaiblissement des capacités productives de la France... et des propositions pour une autre stratégie industrielle visant la paix et la coopération internationale.**

L'année de sécheresse en 2020 à Taiwan, suivie du tremblement de terre de 2022, nous a rappelé à quel point les fabricants automobiles européens dépendaient du fabricant TSMC pour les composants informatiques de pointe (90 % des technologies numériques mondiales « de pointe » sont produites par lui, notamment les microprocesseurs les plus rapides, selon un rapport du Syndicat de l'électronique et de l'informatique américain fin 2021). En parallèle, la crise COVID nous a démontré que les masques et les médicaments n'étaient plus produits en France... Malgré les promesses (« plus jamais ça »), la relance de production française de masques et protections s'est essouffée et des entreprises françaises ferment à nouveau, les commandes publiques repartant en Chine (le « laisser-faire le Marché »). De même, la bataille sur les bouteilles à oxygène de Luxfer à Clermont-Ferrand n'est pas terminée, et il reste à garantir une filière industrielle indispensable sur ces domaines critiques !

Un nouvel avertissement a suivi avec la crise énergétique (spéculation sur le gaz, mécanismes aberrants européens de fixation des prix...) qui déstabilisent complètement le système de production de l'électricité, y compris l'électricité nucléaire, ce qui vient mettre en danger ce qui reste d'industrie en France...

Toutes ces lacunes productives traduisent une crise générale de la dépendance (et donc la perte de souveraineté) ; c'est le résultat d'une guerre économique en passe d'être perdue, résultat de 50 ans, et plus, d'attaques ciblées de puissances étatiques, notamment américains : la carte à puce GEMPLUS, ALSTOM, des banques françaises, des PME pépites technologiques... (lire sur ce sujet le dernier magazine de l'École de guerre économique « Qui est l'ennemi ? »). Tout cela s'est construit sur le dogme de la délocalisation généralisée de nos productions (y compris dans le

domaine de la défense) depuis plus de 40 ans (« moins cher et zéro stock »).

La **souveraineté économique** se décompose en les éléments suivants :

- la souveraineté logistique, stocks et approvisionnements (matières premières, produits transformés, composants, grands systèmes et plates-formes, écosystèmes de sous-traitance) ;

- la balance commerciale (négative en France et en Hollande, positive en Allemagne : la différence tient essentiellement au niveau d'industrialisation du pays, les services dépendant très fortement des industries...).

Cette souveraineté bute sur des impasses stratégiques et sur des dogmes commerciaux :

- **anciennes** (car pour « revenir sur le marché » l'écart technologique est devenu trop élevé ou les embargos de type ITAR faussent les équilibres commerciaux) : cela se traduit chez nous par une stratégie générale d'acceptation du monopole OTAN en matière de défense et sécurité (à dominance américain, mais aussi Israël pour la sécurité et la surveillance). *Idem* dans le domaine numérique, avec l'emprise du monopole de Google (grâce à son moteur de recherche, indexé sur l'ensemble des textes accessibles en ligne sur *Internet*) depuis 1998, et des GAFAMI en général ;

- **nouvelles** : le partage de fait du monde productif – l'usine mondialisée – ses *dumpings* sociaux et environnementaux, et ses impasses acceptées : la non-prise en compte des externalités (sociales, empreintes carbone, ravages écologiques et épuisements géologiques...).

Mais tout cela nous revient aujourd'hui dans la figure *via* les pertes flagrantes de souveraineté et de maîtrises industrielles, sous ses différentes formes :

- la sous-traitance mondiale de l'électronique et de l'informatique au taiwanais TSMC ;

- l'externalisation et les entreprises sans usines (une usine de semi-conducteurs coûte aujourd'hui 40 milliards de dollars);
- les pièges normatifs ou réglementaires de type ITAR ou extraterritorialité des lois américaines (notamment sur le stockage et le traitement des données informatiques) avec, de fait, les interdictions américaines de (ré)exportation, et l'absence de vraies rétorsions au niveau européen;
- les abandons de technologies et de matériels de base dans le domaine de l'armement: la politique menée par la DGA et la STAT a dès les années 2000 imposé de fermer la filière petit calibre en France, en mettant en faillite nos PME, au profit de concurrents belges, allemands, israéliens ou australiens... *Idem* pour l'abandon des filières habillement et équipement, en transférant au passage des brevets aux Allemands;
- la question de données de maintenance et de réparation, quand on sait que les grands groupes européens de défense et d'aéronautique les sous-traitent à des Microsoft AZURE, des Amazon Web Service, au encore au spécialiste des *big data*, Palantir, si proche du Pentagone!

Enfin, l'Europe et la France n'ont plus que le choix entre les écosystèmes GAFAMI ou BATX, s'agissant du monde numérique (terminaux, *data centers*, et routeurs) et des grandes plateformes associées. Tout cela est conséquence de la marginalisation industrielle de l'Europe et de la France dans ces domaines fondamentaux

## Cette situation est paradoxale, pourquoi?

Parce que l'Europe et la France sont pourtant encore excellentes en R & D (si on en juge par le nombre de prix Nobel, médailles Fields...) mais elles ne représentent plus que 8 % de la production mondiale de composants électroniques alors qu'elles pèsent pour 20 % de la R & D mondiale. Pourquoi un tel décalage sur les capacités industrielles?

Pourquoi la France a-t-elle été en avance sur le solaire et la fibre optique (R & D dans les années 1980, et premiers développements) mais est complètement dépendante aujourd'hui des fournisseurs extérieurs?

Pourquoi la France, qui a été *leader* dans le nucléaire énergétique, est-elle aujourd'hui si menacée dans ses capacités réelles de production et de maintenance?

Pourquoi la France a-t-elle laissé partir ses fleurons industriels? Filières sans lesquelles on ne peut pas disposer d'une base indépendante d'équipements pour les questions de sécurité et de défense!

Alors, pourquoi? Quelles sont les batailles perdues? On peut avancer des éléments de réponse:

- la bataille des normes et des brevets, largement gagnée par les États-Unis aux dépens des Européens;

- l'arme juridique: les dispositions américaines concernant l'extraterritorialité juridique, et le droit de regard des États-Unis sur tout matériel disposant de composants américains. Les Européens sont des nains comparés aux Américains;

- la sous-traitance généralisée, voulue par les actionnaires, y compris quand l'État français est lui-même actionnaire... (le coût du capital, c'est également les surcoûts dus aux ruptures d'approvisionnement et de non maîtrise de la chaîne de fabrication);

- le mirage du « tout disponible sur étagère » et du « zéro stock »: évaporé avec le Covid et la guerre en Ukraine!

- l'arrêt de fabrication sur de longues périodes (conséquence de la sous-traitance, et également de la vente des grands programmes export type télécoms, EPR ou TGV)? Les clients (chinois ou autres) ont rapidement com-

pris et assimilé les technologies sous-jacentes (*Reverse Engineering*), et la France a désormais toutes les peines à exporter de grands programmes équivalents... À ce titre, l'effondrement du modèle français de l'industrie des télécoms est tristement exemplaire;

- le modèle de l'entreprise sans usines: sur 40 ans, on passe du statut d'innovateur majeur au niveau mondial (développements de la fibre optique, carte à puce, Minitel, centres commutateurs...) à celui de « roue de secours » du dernier constructeur européen. Seule la partie militaire (*via* Thales ou MBDA) a survécu, essentiellement grâce aux critères régaliens (DGA)...

- l'absence de vision industrielle des filières technologiques: les *start-up* ne suffisent pas, il faut une industrie derrière, avec un secteur bancaire responsable;

- les attaques des États-Unis et des autres puissances.

## Tout cela en même temps!

L'absence d'une véritable base Industrielle et technologique de défense (BITD) européenne ou française est la cause première de nos trop fortes dépendances en matière d'industrie de défense et de sécurité. Rappelons qu'à l'origine le Rafale devait être un avion réalisé en coopération européenne... Pas d'autosuffisance industrielle et logistique, garantissant l'indépendance, ou du moins, une certaine maîtrise des technologies de pointe, ou de base, et donc l'impossibilité de faire des choix...

## Industrie, R & D, dualité et coopérations

Cette dualité doit s'appuyer sur une transparence et un contrôle démocratique dans le financement de la R & D, car le secret militaire obère (et stérilise) trop souvent des recherches qui ont été pourtant initiées sur des fonds publics (recherche académique et universitaire), et les crédits publics de R & D doivent être strictement conditionnés à des

### Pour un modèle industriel non dépendant des exportations d'armes

Les exportations d'armes, si elles sont permises par les traités internationaux – certaines nations n'ont pas la possibilité de produire leurs propres armes mais ont besoin de se défendre – présentent deux défauts:

1°) les ventes d'armes (toujours officiellement d'État à État), légitimes à l'origine, peuvent se retrouver en les mains de dictateurs (cas de changement de régime, cas de corruption, ou de dissimulation...);

2°) Intrinsèquement, cela concourt à la dissémination des armes, et donc au surarmement de la planète. Donc, préférons la coopération entre États démocratiques sur de grands programmes de sécurité collective, à une approche de « meilleure rentabilité des coûts par l'exportation », et jouons la dualité des technologies, en nous appuyant largement sur des développements civils (cas de l'informatique depuis les années 1980).

3°) C'est un jeu qui n'est ni « ouvert », ni équilibré: le coup de semonce de la perte du contrat du siècle sur les sous-marins vendus aux Australiens nous rappelle que ce sont les États-Unis qui font la loi sur ce Marché!

Enfin, il est complètement illusoire de penser qu'un fort niveau d'exportations d'armes (la France est le troisième mondial depuis quelques années) va compenser une balance commerciale complètement déséquilibrée par l'absence d'autonomie et de maîtrises industrielles dans les principaux domaines civils et grand public!

investissements réels en local et respectant les critères environnementaux et sociétaux.

Enfin, ces technologies de pointe doivent profiter largement au continuum Défense/Sécurité/Protection/Bien-être/Médecine... sans être stérilisées au profit de l'export militaire.

Regardons le cas précis des technologies de détection infrarouge, ou des applications de la biométrie. Quel est leur impact sociétal dans un cadre démocratique de protection des libertés individuelles? Alors que leur déploiement dans le domaine de la santé pourrait être beaucoup plus bénéfique (imagerie médicale, détection avancée des tumeurs...).

Prenons l'exemple du Rafale, objet hyperspécialisé dans le combat aérien, et qui concentre à lui seul énormément de technologies « efficaces » : vision tête haute/réalité augmentée en temps réel/arbitrage et classification des menaces – commandes de vol hypersophistiquées, système de propulsion, détection infrarouge (IR), détection électromagnétique (EM), protection du pilote contre les accélérations (G), siège éjectable/parachute : technologies anti-crash... – Mais quelle est la rentabilité économique d'envoyer un Rafale (une somme de performances technologiques) pour une détection IR de points chauds après un incendie de forêt? Aucune!

Il faut inverser le raisonnement, et idéalement pouvoir redévelopper des applications civiles à partir de technologies déjà très spécialisées dans le domaine militaire (mais cela est très difficile, notamment à cause du secret). Il faut procéder autrement : il faut que la recherche reste duale le plus longtemps possible, et il faut pouvoir déclasser des sujets qui seraient utiles pour les biens communs (détection d'eau, surveillance des feux et des zones à risques...).

## Prenons le sujet des nouvelles technologies quantiques (deuxième révolution quantique)

Elles sont duales par nature mais elles pourraient être très rapidement « militarisées », et donc inatteignables pour la communauté scientifique et académique (une forme de stérilisation de la recherche publique). C'est une faiblesse. Comment conserver cette dualité au maximum du cycle de développement d'une technologie? Pour cela, il faut modifier le mode de protection des secrets militaires, en faisant intervenir le secret au plus tard dans le cycle, uniquement sur des applications très ciblées).

### Promouvoir une défense juste et proportionnée, non agressive

À la CGT (cela est constitutif de nos statuts), nous voulons garantir la paix, et nous sommes pour un pacifisme armé (car nous vivons dans un monde réel), strictement défensif et non agressif, et qui défend en premier les solutions diplomatiques et les arbitrages des traités internationaux. Historiquement, la CGT Métallurgie a une longue tradition de réflexion sur la dualité, la diversification et la reconversion des industries d'armement, et nous avons produit, avec les Travailleurs de l'État, vers 2000, le Livre blanc : *Les armes ne sont pas des marchandises comme les autres*. Nous avons depuis plusieurs années réactivé le collectif confédéral pour la paix et le désarmement, afin de promouvoir une réelle économie de paix (Colloque du 6 octobre 2022, Montreuil).

Autre domaine scientifique qui progresse énormément : les recherches sur la fusion nucléaire. Le développement de l'informatique (civile uniquement) et notamment des HPC (*High Performance Computing*), produit des modélisations de plus en plus précises et fines du comportement, hautement complexes, du plasma mis en jeu dans les réacteurs expérimentaux. Mais surtout, c'est la coopération internationale qui permet d'échanger les résultats des simulations, et des résultats quasiment en temps réel!

La mise en commun au niveau de la communauté scientifique internationale, au contraire du secret militaire, garantit ces très grands progrès, grâce à l'effet de démultiplication des savoirs.

## Quelle base industrielle pour une défense en autonomie?

Il faut se donner les moyens de se défendre, et en autonomie des « Grands ». L'échelle européenne serait une solution s'il y avait une politique européenne en la matière, mais la BITD européenne se résume beaucoup trop souvent à acheter des F-35 (en fait, faire payer par des Européens le développement d'un avion qui ne vole pas encore...) et des blindés américains. En la matière, les seuls exemples positifs de coopération européenne se situent dans quelques frégates type FREMM ou Horizon ou, mieux, dans les systèmes de défense européenne, tel que les SAMP/T ou MAMBA franco-italiens.

De même, la société franco-italienne ST Microelectronics est la dernière entreprise réellement indépendante en Europe qui puisse produire des semi-conducteurs – (mais ils sont largement déclassés par rapport aux États-Unis ou à Taiwan, la faute à un manque d'investissements des actionnaires...). Sans composants de haut niveau, comment maintenir une défense crédible? Il faut donc réinvestir dans les pépites de type ST Micro en Europe, mais en développant une politique de filière publique, au service des intérêts de la nation et des peuples, pas des monopoles de type GAFAM, ou des grands actionnaires privés (fonds prédateurs).

## Éléments de politique alternative, en guise de conclusion

Alors, que faire?

1. Réformer la DGA et les organismes qui en dépendent, afin de piloter démocratiquement une programmation des armements dont on a réellement besoin, en réponses à un inventaire des menaces et lacunes technologiques (et sortir enfin du « laisser faire le marché »). La DGA doit également intégrer le fait que le mieux-disant technologique n'est pas forcément le meilleur ni le plus économique.
2. Créer un pôle industriel de la Défense et de la Sécurité à maîtrise publique et contrôle démocratique, permettant la mobilisation de capitaux mixtes, mais soumettant la stratégie industrielle à la réponse aux besoins de la nation, et non pas à la rentabilité trimestrielle de l'actionnaire ou au fait d'être un « champion de l'exportation d'armes »
3. Créer un outil financier de reconstruction industrielle, sous contrôle démocratique (parlement, syndicats, élus locaux, mouvement associatif), notamment avec les régions, ouvert aux entrepreneurs et aux innovateurs, afin de conserver le tissu industriel critique (tous les jours, des PME critiques de défense ou d'électronique, ou *start-up* en optique, sont rachetées par des fonds étrangers...) et de donner à la nation la possibilité de racheter ou, à l'inverse, d'empêcher le rachat de ces pépites par des intérêts divergents ou prédateurs (à propos, relire *Qui est l'ennemi?*).

4. S'appuyer au maximum sur la dualité de la recherche et de la technologie, en développant les besoins civils, en reconstruisant des filières industrielles dans les domaines régaliens (informatique, électronique, métallurgie, composants critiques, énergie, santé, transport...). Lancer des centres de prototypage mixtes, avec utilisateurs, personnels et salariés, ingénieurs/développeurs, chercheurs, élus, citoyens, sur la réponse technique et technologique aux besoins citoyens (santé, énergie, transport, environnement...). Les exemples de diversification de produits militaires vers des applications médicales chez Thales (TRIXELL : Imagerie RX très sensible et nomade) en cours de labellisation auprès du ministère de l'Industrie, nécessite ce type de centres de prototypage, il faut donc des financements spécifiques, et un contrôle démocratique de ces investissements au service du Public.

5. Relancer des coopérations industrielles européennes avec des pays fiables (regarder les coopérations qui ont bien fonctionné) et sur des bases équitables, hors du champ des monopoles hégémoniques (États-Unis, Chine, Taiwan...)

... mais il faut pour cela, remettre profondément en cause le modèle économique européen (« laisser faire », ultralibéralisme, alignement états-unien, achats massifs de matériels et de logiciels monopolistiques...). S'il reste encore un espoir (réaliste) de reconstruire une Europe industrielle autonome, ce serait sur ces bases-là : non-alignement et coopérations équilibrées mutuellement avantageuses, pour développer des filières industrielles en réponse aux besoins des peuples.

Le retour en France et en Europe d'une véritable filière industrielle médicale (imagerie, traitement des données de santé, aide aux diagnostics...) rééquilibrera *de facto* la balance commerciale, et de façon beaucoup plus durable que la vente d'avions Rafale à des États peu recommandables...

## Annexes

- Site CGT TRIXELL : Imagerie d'Avenir, Industrie & Technologies de Santé – Imagerie d'Avenir (imageriedavenir.fr).
- BATX = BAIDU, ALIBABA, TENCENT, XIAOMI (monopoles chinois).
- BITD = base industrielle et technologique de défense.
- BITDE = base industrielle et technologique de défense européenne.
- DGA : Délégation générale à l'Armement = dépend du ministère des Armées. Elle définit et régule la politique de conception, de production et de maintenance des équipements de nos armées.
- F35 = dernière génération d'avions de combats américains – Problème : ils sont interdits de vol à cause de trop nombreux bugs, et la FAO (Cour des comptes des États-Unis), fustige les gâchis et les incapacités des industriels américaines mis en cause... Le dernier avion opérationnel américain reste à ce jour le F16 (les 2200 F22 produits n'ont jamais été réellement opérationnels, ils ont été mis « sous cocon »).

- EGE = École de guerre économique (Christian Harbulot), 50 ans d'analyses de la guerre économique.
- EM = électromagnétique.
- FREMM = frégaes multimissions, navires de combats franco-italiens.
- G = accélération de la pesanteur, un piéton supporte 1 G, un pilote de chasse peut subir jusqu'à 10 G.
- GAFAMI = Google Amazon Facebook Apple Microsoft Intel (monopoles américain).
- GAO = Government Accountability Office (États-Unis), équivalent de notre Cour des comptes.
- HPC = High Performance Computing = calcul haute performance, super calculateurs.
- IR = infrarouge, lumière non visible, qui correspond aux phénomènes thermiques.
- ITAR = International Traffic on Arms Regulation = régulation des exportations d'armes (loi américaine), un ensemble de règlements du gouvernement fédéral américain servant à contrôler les importations et exportations des objets et services liés à la défense.
- MAMBA = autre nom du SAMP/T, système de protection antiaérienne.
- NATU = Netflix AirBnB, Tesla, Uber.
- SAMP/T = Système sol-air moyenne portée/terrestre.
- STAT = Section technique de l'Armée de terre.
- Sur les contraintes ITAR et donc nos dépendances industrielles, voir <<https://www.la Tribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/exportations-d-armes-la-souverainete-de-la-france-degradee-face-a-la-reglementation-americaine-itar-2-4-950162.html>>.

### Liste des technologies où notre maîtrise est très faible

- RENS sur très grandes bases de données (pas de réelles équivalences à PALANTIR).
- Moteurs de recherche (QWANT n'est pas une alternative à Google!).
- Grandes PF (GAFAMI et NATU).
- Détection EM (les États-Unis sont les rois depuis ECHELON en 1995).
- GPS (Galileo européen à peine opérationnel, très faible taux de couverture en réel).
- Centrales inertielles.
- Quelques pépites sur ses domaines, mais très souvent rachetées par des Anglo-saxons ou américains.
- Cas de IXBLUE ou de EXXELIA, toujours menacées par des prédateurs britanniques ou américains.
- La situation dans l'industrie navale : la navale militaire a été largement sabordée lorsque les chantiers navals civils français ont été revendus aux Coréens (vers 2000), seul un accord *a minima* avec Naval Group et Fincantieri a permis de sauver, provisoirement, la navale militaire.
- Indépendance sur le nucléaire militaire certes (à la différence du Royaume-Uni), mais pas sur les catapultes des PA.
- Dépendance totale sur les munitions de petits calibres (à cause de la politique de la DGA et de la STAT) ?
- Et sur les gros calibres (cas de la PME liquidée dans la Sambre en 2016, en accord avec la DGA...), (la GBU144).